LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1573

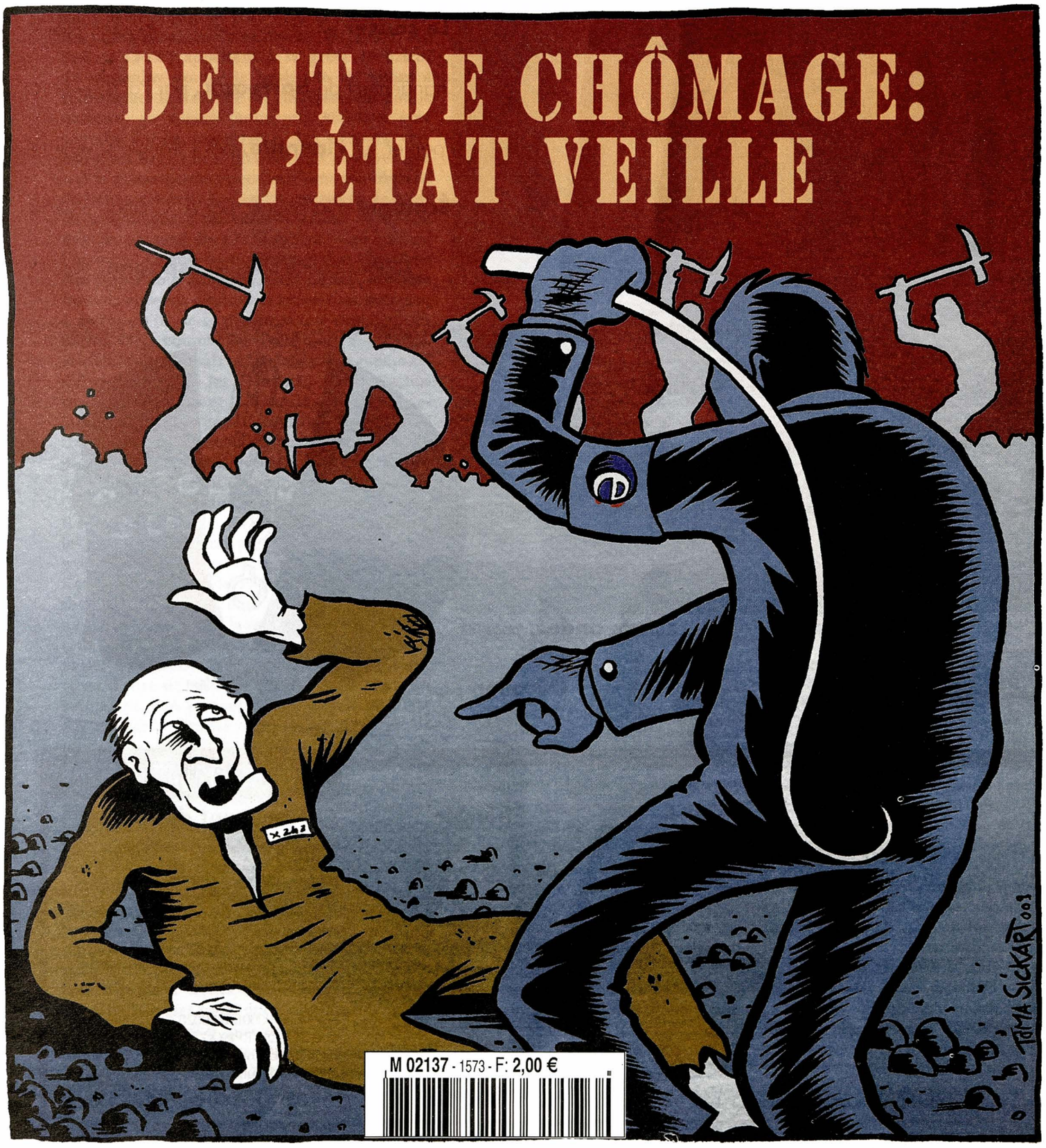
du 19 au 25 novembre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Les mouvements totalitaires sont des organisations massives d'individus atomisés et isolés. »

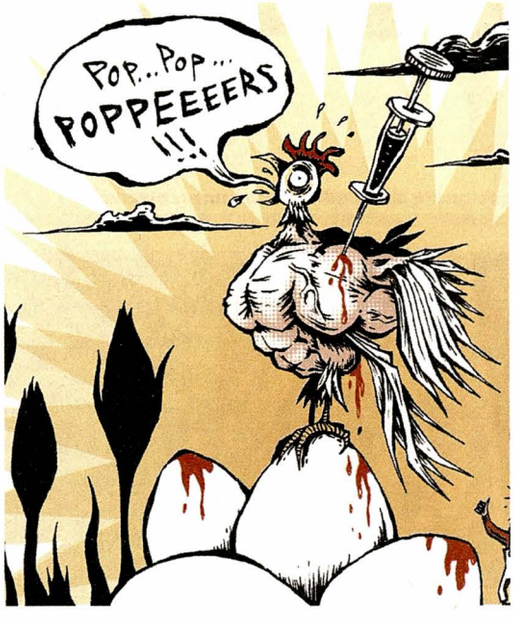
Hannah Arendt

DELIT DE CHÔMAGE: L'ÉTAT VEILLE



M 02137 - 1573 - F: 2,00 €

Sommaire



École : ras-le-bol, par V. Benito, *page 5*

Courtes et saignantes, *page 6*

Froideur au **Pôle Emploi,** par P. Apicella, *page 7*

Le cancer en grippe, par P. Schindler, *page 9*

Changement de **barreaux,** par Paco, *page 10*

Un papier sur **l'identité,** par J. Langlois, *page 11*

Écologie à la bourre, par A. Cuenot, *page 14*

Rouges contre noirs en **Espagne,** *page 15*

L'Autriche qui bouge, par J. Segal, *page 16*

Péril au **Portugal,** par le CCL, *page 17*

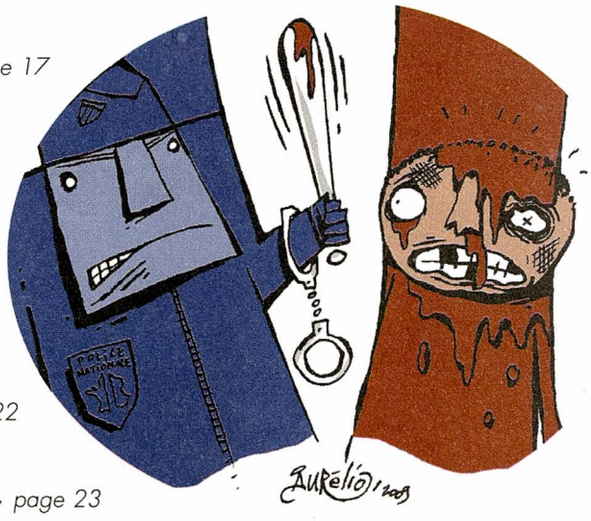
La Résistance dans le collimateur, par H. Hurst, *page 18*

Un héros de notre temps, entretien, *page 19*

Du **mouvement,** *page 21*

Sur nos **ondes,** *page 22*

Où aller, *page 23*



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Le gouvernement a les grelots. Paraît même qu'il est à deux doigts de faire dans sa culotte. Ben oui ! Cinq syndicats de La Poste (CGT, CFDT, FO, Sud et CFTC) appellent à la grève le mardi 24 novembre contre le projet de loi visant à transformer le statut de cet établissement public national en société anonyme. Maniant avec superbe l'arme atomique... des menaces verbales, ces fiers à bras (cassés) font observer que « si le gouvernement persistait dans son objectif de faire voter cette loi, les OS ont prévu de créer les conditions d'une manifestation nationale dans la semaine du 13 décembre. » Morale de l'histoire ? Quand les travailleurs s'en remettent aux jaunes pour défendre leurs intérêts, des millions de citoyens dindons se retrouvent marrons, à moins qu'ils ne se prennent une châtaigne en pleine face, comme les accidentés du travail. Michel Audiard disait : « les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. » Remplaçons cons par salopards et la formule s'applique parfaitement aux 57 députés qui ont voté pour la fiscalisation des indemnités journalières versées par la Sécurité sociale pour les accidents du travail. Vingt cinq zébus du peuple ont voté contre. Quant au plus gros du troupeau, sans doute était-il scotché à la mangeoire, surmontant bravement les risques d'accidents provoqués par des panses trop pleines. Élargissons le champ de la diététique au président de PSA, Philippe Varin. Son théorème est simple. Pour engraisser les actionnaires, rien de tel que la répétition de cures minceur dans les effectifs. Ce bon docteur propose de passer à la presse 10 % des salariés du groupe (c'est-à-dire six mille emplois) d'ici à 2012. Au printemps, PSA et Renault ont obtenu de l'État 6,5 milliards d'euros d'aide pour financer les innovations. Varin respecte ses promesses. Eh oui, vu qu'il ne peut supprimer les emplois déjà détruits par le passé, décider d'en programmer des nouveaux est bien de l'innovation ! L'emploi recule en France ? Allez, ça s'arrangera bientôt. Le parc actuel des caméras de vidéosurveillance est de 20 000 unités. Fillon prévoit de le faire passer à 60 000 en 2011, vu que le 15 septembre, N. S. a déclaré que le Gouvernement trouverait les moyens de développer la vidéosurveillance « par-dessus la tête des maires réticents si nécessaire ». Conséquence de quoi, les effectifs des flics, matons et vigiles chargés de reluquer tous nos faits et gestes croîtront à proportion. Au fur et à mesure de son glissement vers l'autoritarisme, le Gouvernement augmente les rangs de ses gardes-chiourme, telle est sa manière préférée de lutter contre le chômage.

Criminalisez, criminalisez,

il en restera toujours quelque chose

Jean-Pierre Levaray

Un an après l'affaire de Tarnac, la contre-enquête de la défense a su montrer le montage grossier orchestré par la police et par Alliot-Marie afin d'avoir des coupables comme ils le souhaitaient. Une pseudo-nébuleuse terroriste anarcho-autonome[1] pour faire peur aux bourgeois et qui pourra servir à expliquer toutes les possibles rébellions futures de la jeunesse. En cas de mouvement étudiant ou lycéen, type CPE, l'État pourra ressortir l'épouvantail anarcho-autonome, la presse se jettera dessus sans état d'âme (quitte à faire son *mea culpa*, quelques mois plus tard).

N'empêche que l'arme répressive est en marche. Les inculpés de Tarnac, dans l'attente d'un hypothétique procès, sont assignés à résidence et pour que Julien Coupat soit libre, il a fallu que ses proches paient une caution de 16 000 euros... Des jeunes qui avaient lancé un blog de soutien aux inculpés viennent d'être appréhendés sur Rouen.

Idem, pour les événements de Poitiers, les quelques fumigènes et vitrines brisées ont été montés en une affaire capitale, alors que ce n'était pas grand-chose. Cela a surtout servi à réprimer le mouvement social dans la région et à faire taire les voix discordantes. Les exactions policières ont été bien plus violentes que celles des manifestants. Sur les trois premiers inculpés, deux ont été relâchés suite aux soutiens mais un troisième, Patrick, reste en

prison, parce que SDF. La « Justice » n'étant pas certaine qu'il se présentera au procès.

Le pouvoir agite sa *muleta* du terrorisme pour faire passer tous ses sales coups. Hortefeux a profité des désordres de Poitiers pour relancer par décret le fichier Edvige en l'élargissant aux enfants de 13 ans[2].

Mais c'est l'arbre qui cache la forêt. Parce que question répression, judiciaire ou policière, on est servi. Les rafles de sans-papiers se multiplient partout en France, et des lieux d'hébergement ou de soutien (Restau du cœur, Emmaüs, assos...) qui avaient reçu un accord tacite de non-intervention deviennent des cibles de la police qui attaque en nombre et armée comme pour choper des criminels. Ce sont les flics qui interviennent dans les écoles et les enfants qui deviennent suspects. Ce sont les abris d'immigrants détruits au bulldozer et des charters vers la mort pour les expulser.

Côté répression syndicale on est servi aussi. Outre les six de Continental fortement condamnés, il y a les quatre marins du Syndicat des Travailleurs Corses qui passent devant le TGI pour séquestration lors du conflit de 2005 et qui risquent jusqu'à 10 ans de prison. Il y a les 240 salariés d'ERDF et de GRDF, militants CGT pour la plupart, qui font l'objet de procédures disciplinaires au niveau national (blâmes, mises à pied, rétrogradations et onze licenciements, dont quatre effectifs à ce jour) à la demande de Fillon qui voulait des sanctions contre les grévistes en avril dernier. Ce sont des militants syndicaux de Sud et de la CGT licenciés chez TCL à Lyon. C'est la répression à tout va chez les enseignants, attaqués pour « désobéissance collective » ou pour n'avoir pas voulu appliquer « base élève ». Les exemples pourraient remplir cette page.

L'arsenal juridico-policier est en route pour casser les capacités de résistance de l'ensemble des salariés. Le pouvoir s'attaque à ceux qui se battent. Aux autres il reste l'acceptation de l'aliénation et la fermeture de boîtes.

On peut s'étonner que devant tant de bêtises, de brutalité et de répression, les réactions soient pour le moins timorées. On peut accuser les syndicats et leurs journées d'actions sans lendemain des premiers trimestres de l'année mais il n'y a pas que ça.

En ces temps de crise, l'État et les médias nous maintiennent dans un état de replis sur soi et de désespérance. À la liste quasi quotidienne des boîtes qui ferment ou licencient et, donc, des chômeurs qui se multiplient, s'ajoutent les stars médiatiques qui, à coup de belles images, nous annoncent la catastrophe à venir. Quoi de plus engageant à se barricader chez soi (en fermant le robinet quand on se lave les dents) ? De même, on peut se poser des questions sur le traitement médiatique des suicides au travail qui sont certes en augmentation brutale et qui sont liés aux formes de travail, à sa pénibilité et à son individualisation. Mais comme forme extrême proposée pour se libérer du poids de l'exploitation, il ne peut pas y avoir pire.

On a l'habitude de le dire mais laissons le pessimisme pour des jours meilleurs. Des formes de luttes dans certaines boîtes prouvent que tout n'est pas perdu, le combat des travailleurs sans-papiers qui s'intensifie est plutôt porteur d'espoir. Reste à retrouver le déclic pour repartir au combat, tous ensemble, comme on dit.

J. P.

---

1. On a les terroristes qu'on peut, nous, ce sont les anarcho-autonomes, Ben Laden doit rigoler.

2. Lire à ce sujet *La Terrorisation démocratique* de Claude Guillon chez Libertalia.

Éducation nationale

Une grève le 24 novembre et après ?

Le 24 novembre prochain, la FSU, Sud-Éducation et la CGT éducation appellent à une grève dans l'Éducation nationale.

Le même jour, La Poste annonce un appel à la grève reconductible contre la privatisation. Les banques aussi devraient s'y mettre, peut-être rejoints par…

La colère est là mais l'éparpillement des luttes de salarié-e-s est un véritable obstacle à la mobilisation nécessaire. Tous se battent pourtant pour la même chose : emplois, justice sociale, maintien des services publics. La frilosité des syndicats et le recours aux sempiternelles « journées d'action » sans lendemain sont pour beaucoup dans le découragement et le repli sur soi.

Dans l'Éducation nationale, il y a encore quelques années, le quart des attaques subies ces derniers temps aurait déclenché un mouvement de grande ampleur et plusieurs jours de grève. Depuis deux ans, au contraire, les syndicats et le personnel dans son ensemble croulent sous le poids des « contre-réformes », sans parvenir à relever la tête.

Encore une journée d'action ?

Le syndicats utilisent les journées d'action comme soupape, la colère s'exprime un jour, des assemblées générales se tiennent, appelant la plupart du temps à continuer le mouvement. Elles ne sont pas reçues comme légitimes. Les petits arrangements, les tricheries et la résignation ont raison de ce qui était une vraie colère et une vraie volonté de dépasser les luttes catégorielles. Pourtant, les deux journées nationales de grève de novembre et janvier de l'an dernier ont été largement suivies. La forte mobilisation des chercheurs et des étudiants, sans parvenir à le faire reculer totalement, a tout de même fait peur au gouvernement.

Dans le premier degré, 3 000 désobéisseurs déclarés contre les mesures Darcos ont su trouver un nouveau mode d'action, apparenté à la désobéissance civile. (voir ML N° 1568). 50 d'entre eux environ ont été lourdement sanctionnés*, et la mise au pas des enseignant-e-s est de plus en plus forte. Malgré la solidarité mise en place, qu'en sera-t-il cette année ?

Les raisons de la colère

– 16 000 suppressions de postes en 2010, 35 000 sur trois ans, le gouvernement est le plus grand « débaucheur » de France. Extension de la précarité, développement des heures supplémentaires, embauche de vacataires, annonce de l'ouverture d'une agence privée de remplacement. Tout cela dans une quasi indifférence générale. On oublie vite que les personnels d'emploi vie scolaire (EVS, AVS) se sont retrouvés au chômage en juin, sans la formation promise. Et on recommence, on fait tourner le système, avec la complicité des directeur-trices qui les embauchent et de tous ceux qui disent : « C'est mieux que rien… ».

– Suppression des IUFM (Instituts universitaires de formation) avec masterisation obligatoire pour le concours, lui aussi voué à disparaître.

– Moins d'école, mais plus de contrôle des élèves, des familles, avec la mise en place du fichier informatisé « Base-élèves ».

– Rétablissement de programmes rétrogrades (retour de la morale, de la rédaction…) niant totalement les recherches pédagogiques de ces vingt dernières années.

– Poudre aux yeux pour les parents, avec l'aide personnalisée, sensée soutenir les élèves en difficulté, alors qu'on a supprimé deux heures d'enseignement pour tous et divisé par deux le nombre d'enseignant-e-s spécialisé-e-s (RASED).

– Mise en place d'évaluations nationales dont le but avoué est la généralisation d'une culture de l'évaluation, du pilotage par le résultat. Pilotage des moyens donnés aux écoles, mais également aux enseignant-e-s, bientôt payés au mérite.

– Démantèlement annoncé de l'école maternelle avec la création des « jardins d'éveil », chère à Nadine Morano. Présenté comme mode d'accueil innovant, il se place de fait en concurrence avec l'école maternelle publique, souvent critiquée pour son manque de locaux et des effectifs trop nombreux. Au lieu d'améliorer le service public, on crée un service payant, qui aura pour effet de renvoyer à la maison les femmes qui n'auront pas les moyens d'y faire accueillir leurs enfants.

– Suppression de la carte scolaire, renforçant encore plus les ghettos,

– Réforme des lycées avec diminution des postes et des heures d'option malgré « l'habillage pédagogique » annoncé.

– Instauration de l'obligation pour les communes de financer l'école privée de la commune voisine, pour les parents qui le souhaitent (loi Carle). La privatisation se fait marchandisation quand, lors du débat à l'assemblée, des députés UMP annoncent qu'ils défendent l'idée du « chèque éducation », présente dans le rapport Attali (2008).

Les attaques s'accumulent… en toute cohérence vers la privatisation !

On va se battre ou résister contre telle ou telle mesure sans voir la cohérence de l'ensemble : l'affaiblissement de l'école publique au profit d'une école privée, celle du marché ou la non moins intéressée confessionnelle. Les syndicats majoritaires portent une lourde responsabilité dans leur manque de clairvoyance et d'analyse globale. Ils refusent une opposition frontale qui remettrait en cause leurs postes de cogestionnaires.

Un certain nombre d'enseignant-e-s ne voient même pas le danger qu'il y a à accepter les primes, les heures sup, les stages pendant les congés, l'aide aux devoirs et autres cadeaux empoisonnés. Les derniers râleurs sont considérés comme des dinosaures, qui refusent tout et ne veulent pas s'adapter à la « modernité ».

Quand tous ces braves auront compris que l'école, c'est avant tout de l'humain, de la création, de la liberté, de la formation de futurs adultes capables de comprendre le monde pour mieux le transformer. Quand les dégâts de la libéralisation auront été prouvés et éprouvés, peut-être alors cesseront-ils de larmoyer et de se laisser berner de journée d'action en journée d'inaction. Peut-être feront-ils le lien entre désobéissance civile et combat social ? Souhaitons que le 24 novembre soit une première étape, à nous tous et toutes d'y œuvrer.

Virginie Benito
Groupe de Rouen

* www.resistancepedagogique.org

Brèves de combat

La prison a fait son temps !

C'est en diffusant un tract s'intitulant en ces termes que des membres de la Fédération anarchiste se sont retrouvés le 8 novembre aux côtés d'environ trois cents autres manifestants, après une semaine de mobilisation autour de la question de la prison à l'appel de l'Association pour le Respect des proches des personnes incarcérées. Manifestation objet d'une présence policière absolument énorme : on comptait environ 1 500 policiers sur les lieux. Quelques camarades ont été contrôlés avant même d'arriver sur les lieux et détenus momentanément pour les empêcher de participer à cette mobilisation anticarcérale.

Nuit de cristal : ni oubli ni pardon

Le 9 novembre 1938, la nuit de Cristal marquait tristement le règne de la violence nazie. Sur tout le territoire du Reich plus de 250 synagogues furent détruites, 7 500 commerces et entreprises exploités par des Juifs saccagés ; 91 Juifs furent assassinés, des centaines d'autres se suicidèrent ou moururent suite à leurs blessures et près de 30 000 furent déportés en camp de concentration. Si en 2009 cette date était plutôt accaparée par le 20e anniversaire du mur de la honte, elle reste néanmoins une journée d'action antifasciste européenne. Pour la première fois, à Paris, cette commémoration s'est faite, en occupant momentanément la Maison de l'Europe, par des membres de la Fédération anarchiste (cf. article page 21).

Répression en Algérie

Des enseignants contractuels algériens ont participé à une grève massivement suivie pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail et exiger un salaire décent et l'ouverture des postes nécessaires dans l'éducation. Une fois encore, l'appareil répressif s'est abattu sur les manifestants, hommes et femmes. La police a fait preuve d'une violence inouïe. Des manifestants ont été arrêtés et conduits au commissariat le plus proche, dont des membres du Snapap Éducation et de l'intersyndicale éducation des autonomes. Le Comité international de soutien aux syndicats autonomes algériens dénonce vivement la brutalité des autorités algériennes et apporte son total soutien aux manifestants : « Une fois de plus, le pouvoir s'acharne sur les autonomes et nie les droits élémentaires des citoyens ».

Identité nazionale

Michel Onfray déclare dans le *Nouvel Observateur* qu'il faut « engager les partis politiques, citoyens, philosophes et sociologues à organiser un grand débat, comptant sur l'État pour offrir des structures symboliques, comme la Sorbonne ou le Collège de France, afin d'accueillir toutes les idées. Et faire se rencontrer des personnes qui ont leur définition de l'identité nationale. Moi, je suis preneur du débat pour montrer qu'il n'est pas le domaine réservé de la droite ». Cette intention est toute à son honneur, de vouloir incarner la France intelligente et raisonnée « héritée des Lumières ». Il va même jusqu'à dire dans l'hebdomadaire que si : « Éric Besson veut un débat, je trouve qu'il a raison. Maintenant s'il veut un débat de manière populiste en allant chercher ce qu'il a de plus bas chez les gens en secouant le racisme qui dort en nous souvent, effectivement cela va être problématique ». Au *Monde libertaire* nous n'en doutons pas ! Mais pas besoin pour cela d'avoir un débat, surtout sous l'égide de l'État ! On sait ce que ça donne…

Onze clowns arrêtés à Rennes

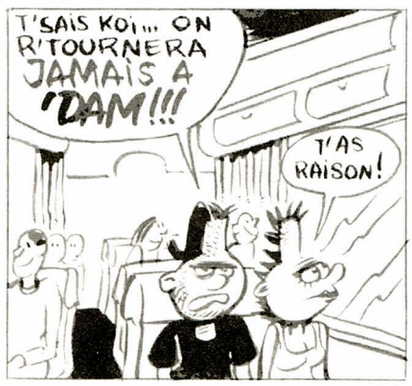
Le 11 novembre à Rennes, suite aux réquisitions du procureur, les policiers ont interpellé onze personnes entre la rue de Coëtquen et la rue d'Orléans. Déguisées en clowns, ces dernières étaient soupçonnées d'appartenir à la Brigade active des clowns (BAC) et de vouloir perturber la célébration de l'armistice de la guerre 14-18. Emmenées au commissariat pour contrôle d'identité, ces personnes en sont ressorties libres quelques heures plus tard. Elles ne seront pas poursuivies. Drôle à pleurer !

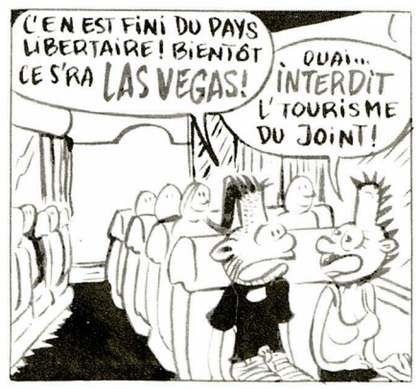
Adoption par une lesbienne

Le tribunal administratif de Besançon a ordonné au conseil général du Jura de délivrer dans un délai de 15 jours un agrément d'adoption à Emmanuelle B., une enseignante homosexuelle, après plus de dix ans de lutte. En revanche, le porte-parole du gouvernement a rappelé que « le gouvernement avait eu l'occasion de dire à plusieurs reprises – le président de la République lui-même s'est exprimé sur le sujet – que nous n'étions pas favorables à l'adoption d'enfants par les couples homosexuels. Une décision de justice a été rendue, eh bien nous devons en prendre acte et je crois qu'elle doit alimenter notre réflexion sur ce sujet, réflexion qui d'ailleurs est permanente ». Oui mais comme dit la chanson : *c'est reculer que d'être stationnaire, on le devient à trop philosopher !*

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA





Pôle emploi

Comment se passe la fusion ANPE-Assedic

La création de Pôle Emploi date du 19 décembre 2008. À cette date, l'ANPE et l'Assedic ont cessé d'exister juridiquement. L'ambition est alors de regrouper au sein d'un seul et même organisme les tâches d'indemnisation des demandeurs d'emploi, et les tâches de placement, en un lieu unique (appelé site mixte), et par la création d'un référent unique pour le chômeur.
Où en sommes-nous ?

Patricia Apicella

Déléguée syndicale Sud Emploi Midi-Pyrénées

Pour les chômeurs

La fusion a eu des effets juridiques en matière de versement de certaines aides ex-ANPE et ex-Assedic. La plus emblématique est l'aide aux déplacements.

- À l'ANPE existait une aide financière pour les chômeurs indemnisés ou non pour venir à un entretien ANPE, se rendre à une prestation ANPE, aller à un entretien d'embauche, etc... Du côté Assedic il y avait aussi des aides mais seulement pour aider à la reprise d'emploi : aides pour prendre un emploi éloigné de plus de 50 km, aide au déménagement, à la double résidence... et ceci uniquement pour les chômeurs indemnisés. La fusion a de fait supprimé ces aides puisque les 2 organismes n'existaient plus. D'autres aides ont été créées dès janvier 2009, mais elles ne concernent plus que la reprise d'emploi. Plus aucune aide financière pour les chômeurs convoqués tous les mois à Pôle Emploi, et il faut savoir que dans une agence comme Millau, certains font 160 km aller-retour pour venir !

- Autre suppression : l'allocation de fin de formation, qui permet d'être payé en formation même quand on a terminé ses droits Assedic. Devant le tollé provoqué par les associations de chômeurs qui ont interpellé les politiques, cette aide a été rétablie en avril ou mai, mais sans cette mobilisation, rien ne se serait passé...

- Le 3949 : Un numéro unique d'appel pour tous les services indemnisation ou placement. Au départ, ce numéro était surtaxé (si, si !) et n'entrait pas dans les forfaits des opérateurs de téléphonie mobile ! Là aussi, il y a eu mobilisation des demandeurs d'emploi, des agents de Pôle Emploi, des syndicats, et l'État a forcé les opérateurs à inclure le 3949 dans les forfaits...

Il faut essayer au moins une fois d'appeler le 3949 pour comprendre sa douleur. C'est d'abord un serveur déshumanisé qui répond, et s'il arrive à suivre les indications, le demandeur d'emploi finit par tomber sur un conseiller qui doit répondre à sa demande et ne jamais (sic !) lui passer une agence. Comme ces « téléconseillers » sont souvent des CDD recrutés pour 6 mois et formés à la va-vite, les réponses sont souvent approximatives, voire carrément erronées. Le chômeur peut rappeler 10 fois et avoir 10 réponses différentes si son problème est complexe ou qu'il ne sait pas trop comment l'expliquer...

Le référent unique

En théorie, à présent, chaque demandeur d'emploi a un seul référent à Pôle Emploi, qui le convoque tous les mois, suit sa recherche d'emploi, s'occupe de son dossier d'indemnisation, etc. En théorie seulement. Car les agents ex-ANPE ne sont pas formés aux procédures Assedic et les agents ex-Assedic pas formés aux procédures ANPE. Avant la fusion, un conseiller ANPE nouvellement recruté avait 6 mois de formation en centre de formation avec des périodes d'application en agence. Un conseiller Assedic avait à peu près la même durée de formation initiale. Pour la fusion, les conseillers Assedic ont eu le droit à sept jours de formation sur le métier ANPE, et les conseillers ANPE ont eu le droit à cinq jours sur le métier Assedic. Avec si peu de formation, évidemment, aucun des deux ne peut vraiment répondre sur le métier de l'autre. De plus, le chômeur ne peut joindre « son » conseiller qu'en passant par le 3949. Les conseillers n'ont pas de ligne directe, pas de numéro spécial... En fait la plate-forme téléphonique demande au chômeur de faire un mail à son conseiller pour pouvoir le joindre ! Encore faut-il avoir internet, ce qui n'est pas le cas de tout le monde... Sinon, il fera un courrier ou bien il viendra dans son agence, où on lui dira que son conseiller ne peut pas le recevoir sans rendez-vous et donc... retour à la case départ.

Conséquences pour le personnel

À ce jour, il y a toujours dans le personnel de Pôle Emploi deux statuts différents. Les ex-Assedic sont sous contrat de droit privé

(l'Assedic était une association !), les ex-ANPE sont régis par un statut de droit public de contractuels de l'État, promulgué par décret, et non de fonctionnaires. Depuis la fusion, ces deux statuts continuent à coexister.

Les salaires sont supérieurs à l'Assedic d'environ 30 %. Mais l'avancement se fait par entretien annuel avec son supérieur hiérarchique, ce qui fait qu'on peut ne pas avoir d'augmentation pendant deux ou trois ans si on est mal vu. Par contre, les agents sous statut public avancent automatiquement tous les deux ans, peu mais régulièrement.

Les mutations se font de gré à gré pour le droit privé : l'agent répond à une « offre de recrutement » dans une autre ville ou région, est reçu en entretien et obtient le poste ou non.

Dans le droit public, les postes sont publiés puis une commission paritaire assez transparente se réunit pour étudier les candidatures.

Sous statut privé, les heures supplémentaires sont payées, mais écrêtées au bout de trois heures (donc perdues au-delà). Sous statut public, elles ne sont pas payées mais récupérées et écrêtées au bout de douze heures.

Bref, on a deux gestions du personnel tout à fait différentes pour des gens qui doivent en théorie faire le même boulot !

Les encadrants (directeurs de site) se sont retrouvés en surnombre, forcément, puisque de deux unités, une Assedic et une ANPE, il a fallu passer à un seul point d'implantation. Certains se sont retrouvés sans poste du jour au lendemain et collés dans un placard, avec aucun boulot clair à effectuer. Il y a des déprimes graves.

Selon que le management est issu de l'ex-Assedic ou de l'ex-ANPE, tout peut changer : Les directeurs n'ont pas non plus été formés au métier de l'autre ! Ils doivent en plus gérer des équipes avec des statuts très différents pour tout ce qui concerne les congés, les heures supplémentaires, la pointeuse ou pas (certaines agences ANPE n'ont pas de pointeuse, mais tous les ex-Assedic en ont !). Les priorités des cadres sont donc très différentes aussi : ceux qui viennent de l'Assedic priorisent les objectifs liés à l'indemnisation (nombre de dossiers en attente, réponse aux questions internet, temps de latence pour traiter un dossier...) et délaissent les objectifs emploi (nombre d'offres d'emploi enregistrées, nombre de visites en entreprise, taux de placement des demandeurs d'emploi...). Les agents, d'un côté ou de l'autre, ne comprennent plus rien.

De plus, les méthodes de management public/privé sont très différentes. L'Assedic était très hiérarchisée, un agent ne pouvait pas s'adresser à un cadre N+2 par exemple. Tous les actes professionnels étaient « procédurisés », contrôlés, cadrés, normés.

À l'ANPE au contraire, la parole entre agents et hiérarchie était assez libre, y compris avec le N+2 ou +3. Les équipes étaient souvent sollicitées pour émettre des idées opérationnelles, et il y avait peu de procédures, sachant que les conseillers travaillaient avec de « l'humain », donc difficile à rentrer dans des cases.

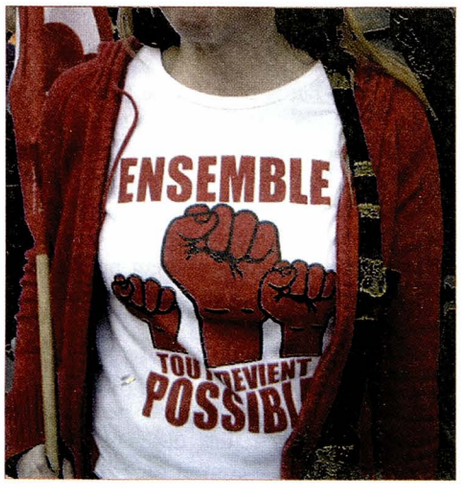
C'est l'approche Assedic qui est en train de s'imposer : contrôle permanent, individualisation des tâches, recentrage sur la « production », des chiffres, des chiffres, des chiffres. Cela provoque un très fort malaise chez les conseillers ANPE, qui ont l'impression d'être des ouvriers de réception des chômeurs et plus du tout des conseillers.

Mais des deux côtés, c'est le malaise. Les agents étant insuffisamment formés soit à l'indemnisation, soit au placement, sont perpétuellement en sensation d'insuffisance professionnelle. Ils doivent réapprendre un métier, mais n'en ont pas les moyens, et souvent ce métier ne leur plaît pas, voire choque leurs convictions : les agents ANPE par exemple supportent très mal de devoir contrôler les papiers des gens qu'ils reçoivent (une note leur demande même de faire photocopie des papiers et de les envoyer en préfecture en cas de doute sur leur authenticité !), ce qu'ils refusent de faire. Les agents Assedic, eux, ne sont pas choqués du tout par ces procédures, mais sont démunis dès qu'il s'agit de parler d'orientation professionnelle ou de formation...

Les conditions d'accueil et de travail : comme il faut absolument se plier à la commande gouvernementale (sarkosienne plutôt !) et que le président s'est engagé sur 100 % de sites mixtes (lieu unique de réception) en fin d'année, des travaux pharaoniques ont été engagés. Mais pas question de fermer les agences. Donc les chômeurs sont souvent accueillis dans des conditions déplorables : locaux bruyants (des fois avec les perceuses et les ouvriers en fond sonore !), n'assurant aucune confidentialité des entretiens, trop petits, bondés... Une agence peut être passée de 20 à 25 agents sans un seul mètre carré supplémentaire. Certaines agences ont installé des cabanes préfabriquées sur leur parking pour faire des bureaux. Car trouver de nouveaux locaux, ou construire des agences assez grandes pour tout le monde prend souvent beaucoup de temps. Donc, Pôle Emploi a décidé de faire des sites mixtes à n'importe quel prix. Quand on n'arrive pas à caser tout le monde dans un même lieu, on garde les anciens locaux ANPE et Assedic, mais l'un des deux est fermé au public et sert de lieu de traitement administratif. Comme tous les conseillers ont des tâches administratives, ils se déplacent alors entre deux lieux de travail, parfois deux fois dans la journée, parfois à plusieurs kilomètres.

Et comme les systèmes informatiques ANPE et Assedic ne sont pas encore unifiés, ils ont en plus deux connexions différentes...

P. A.



Remise en cause du 100 %

Au titre du deuxième plan cancer lancé début novembre, au bout de cinq ans, les victimes du cancer pourraient se voir exclues du remboursement des soins à 100 %. Explications :

Plutôt le chou que la chèvre...

Dans un élan populiste, caressant un jour la chèvre (les pauvres) et tous les autres jours le chou (les riches) Sarkozy a, d'une part, dénoncé « les inégalités sociales qui font qu'entre trente et soixante-cinq ans, un ouvrier a un risque deux fois plus élevé qu'un cadre de mourir de cette maladie ». Pour faire passer la pilule du déremboursement il s'est, d'autre part, une fois encore répandu en promesses (ça ne mange pas de pain, comme dirait l'autre...), de faire des efforts en matière de recherche.

Bien, mais derrière ces belles paroles, *nada* sur le cancer professionnel. Normal : quand on est du côté du manche des patrons du CAC 40, on ne va surtout pas pointer du doigt leur responsabilité en cas de maladies professionnelles. Est-ce qu'au XIX siècle, les patrons des grandes mines de charbons étaient mis en cause concernant la « phtisie des mineurs » ?

Non, c'est tellement plus tentant et logique pour ce gouvernement de réfléchir à comment réaliser des économies sur le dos des grands malades ! Acté : Sarkozy apporte son soutien à une mesure, très controversée, inscrite dans le projet de budget (PLFSS) 2010 de la Sécu. Selon l'article 29 du PLFSS, au motif que plus de 60 % des cancers sont curables et que de nombreux malades peuvent être déclarés guéris au bout de cinq ans, les victimes de cette pathologie, qui bénéficient du régime des ALD (Affections de Longue Durée) garantissant une prise en charge des soins à 100 %, en seront désormais systématiquement sortis au bout de cinq ans.

L'ALD, précise le texte, sera renouvelé, au-delà de cette période, « s'il y a nécessité de poursuite d'une thérapeutique lourde ou de prise en charge de séquelles liées à la maladie ou au traitement ». Ben... Il ne manquerait plus que le contraire ! Mais, en dehors de ces cas, le malade dit « guéri » ne bénéficiera du remboursement à 100 % que sur les examens nécessaires au suivi. En fait, tout l'inverse de l'intention du discours de Sarkozy, de mettre l'accent sur « la vie après le cancer » !

Malades : évitez la récidive !

En effet, comme l'explique la cancérologue (socialiste) Michèle Delaunay : « Beaucoup des cancers nécessitant un suivi très prolongé risquent d'échapper à celui-ci et au dépistage précoce des récidives en raison de cette sortie d'ALD qui ne signifie pas toujours guérison. » Et la députée de Gironde de s'inquiéter : « Un patient dont on interrompt la prise en charge et qui s'entend déclarer être guéri est logiquement incité à cesser le suivi, qui reste dans bien des cas nécessaire. On risque alors de dépister trop tard une éventuelle récidive. » Pour elle : « Seul un médecin connaissant parfaitement le type de cancer, les critères pronostiques initiaux à l'intérieur de ce type, peut décider ou non du bien-fondé de la sortie du cadre des ALD. La loi ne peut en aucun cas se substituer au médecin et rendre uniforme ce qui est obligatoirement individuel, précisément adapté à chaque cas. »

Cette mesure est donc contraire au souci affiché du gouvernement d'intensifier le dépistage, et pourtant, Sarkozy l'a qualifiée « d'intéressante ». On suppose qu'il faut entendre financièrement ? En restreignant le maintien du 100 %, ce gouvernement sait très bien à quels assureurs privés se vouer pour combler le gigantesque trou de la Sécu et pour offrir à ses copains, des pans entiers du système de mutualisation des dépenses de santé ! Et il a le culot d'appeler ça un plan de lutte contre le cancer ? Les associations de grands malades, dont Act-Up Paris sont très inquiètes à propos de cette mesure. Elles y voient un coup d'envoi d'une remise en question, pour l'instant parcellaire, de la prise en charge à 100 %. Après le cancer à qui le tour ?

Patrick Schindler
Très inquiet mutuellement !

Transmis par P. Mignard

Changement de prison

pour Jean-Marc Rouillan. Et après ?

Le 27 octobre, Jean-Marc Rouillan a quitté précipitamment la prison des Baumettes, à Marseille, pour être aussitôt incarcéré au centre de détention de Muret, près de Toulouse. Gravement malade, il espérait être soigné à la Pitié Salpêtrière en attendant de pouvoir bénéficier de la loi Kouchner. La « Justice » va-t-elle laisser l'ancien militant d'Action Directe sans soins ?

J.-M. Rouillan devait avoir un parloir avec un ancien collègue des éditions Agone le 27 octobre à 13 h 30. Il a eu la possibilité de confirmer ce rendez-vous par téléphone en fin de matinée, mais, quand l'éditeur marseillais a sonné à la porte du centre pénitentiaire des Baumettes, il a appris que le détenu n° 147575 venait d'être transféré. On saura quelques heures plus tard que J.-M. Rouillan a finalement échoué au centre de détention de Muret où Nathalie Ménigon, autre militante d'Action Directe, a séjourné, entre juillet 2007 et août 2008, avant d'obtenir une libération conditionnelle.

Contrairement à ce que prétendait l'Agence France Presse (AFP) dans une dépêche récente, J.-M. Rouillan n'était plus dans l'Unité hospitalière sécurisé interrégionale (UHSI) de l'Hôpital nord de Marseille depuis plusieurs mois. Revenu entre les murs des Baumettes, sans soins adaptés, il attendait que la justice veuille bien prendre en compte le fait qu'il souffre du syndrome de Chester-Erdheim, une maladie auto-immune rare et évolutive qui exige un traitement expérimental légalement impossible à administrer en prison.

Le 26 octobre, par le biais d'une visioconférence, J.-M. Rouillan a parlé de sa demande de suspension de peine avec un juge parisien du tribunal d'application des peines en matière terroriste. Au cours de cette audience, le juge a évoqué un transfert vers le groupe hospitalier de la Pitié-Salpêtrière où un spécialiste du syndrome de Chester Erdheim pourrait le soigner. Une perspective qui allait dans le bon sens comme l'a expliqué Jean-Louis Chalanset, l'avocat de J.-M. Rouillan. De ce fait, l'arrivée inattendue du militant d'Action Directe dans le centre de détention de Muret ressemble à une inquiétante partie de cache-cache politico-médicale.

Résumons. J.-M. Rouillan a terminé sa peine de sûreté depuis 2005. Aujourd'hui, son cas entre dans le cadre de la loi du 4 mars 2002, dite loi Kouchner, qui permet une suspension de peine pour raison médicale. Joëlle Aubron, autre militante d'Action Directe, avait pu bénéficier de cette loi en 2004. Dans un premier temps, J.-M. Rouillan doit être soigné efficacement. Cela sera-t-il le cas au centre de détention de Muret ? Dans un second temps, J.-M. Rouillan doit être libéré pour être sérieusement soigné hors de prison. Rappelons au passage que le régime de semi-liberté de J.-M. Rouillan a volé en éclats en octobre 2008, à quelques mois du délai qui lui aurait permis de bénéficier d'une libération conditionnelle. Sans cette sombre péripétie, nous n'en serions pas là.

Il y a urgence à dénoncer le scandaleux refus de soins qui touche J.-M. Rouillan. Quelques initiatives se préparent, mais on peut toujours s'étonner du silence pesant des organisations révolutionnaires « officielles », du NPA au PCF en passant par les anars et quelques autres. On peut s'étonner aussi du silence de la Ligue des droits de l'Homme et autres milieux souvent plus prompts, heureusement, à dénoncer les injustices. Sur le site de la LDH, on ne trouve que deux articles, datés de 2001 et de 2004, sur les prisonniers d'Action Directe. Les cerveaux humanistes sont-ils anesthésiés au point de laisser libre cours à la vengeance de cet État qui s'acharne sur un prisonnier politique resté insoumis malgré 22 ans de détention dans des conditions extrêmes ?

Début novembre, l'Association pour le respect des proches des personnes incarcérées va mener une campagne contre les longues peines. L'ARPPI affirme que la peine de mort n'est pas abolie, qu'elle est prononcée dans les tribunaux et appliquée dans les prisons. Dans le cas de J.-M. Rouillan, c'est la tragique vérité. Si l'État voulait faire craquer Rouillan, il ne s'y prendrait pas autrement.

Paco

Voici l'adresse où l'on peut dorénavant écrire à Jean-Marc Rouillan (n'oubliez pas de joindre une enveloppe timbrée à votre adresse si vous souhaitez une réponse) :

Jean-Marc Rouillan
Numéro d'écrou 9496 A109
Centre de détention de Muret
route de Seysses
31600 Muret.

Des initiatives de solidarité se préparent. Deux rendez-vous sont annoncés pour le samedi 21 novembre 2009.

À Marseille, les camarades et les groupes de défense et de soutien aux militants d'Action Directe emprisonnés (Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani) et tous ceux qui voudront répondre à l'appel se réuniront autour du thème « Histoire sans parole », à 15 h 30, à l'Équitable Café 15, cours Julien 13006). Infos : equitablecafe.org

Au Havre, le groupe Zéro de conduite organise un concert avec les Porcs autonomes, à 20 h 30, aux Lucioles, 31, rue Casimir-Delavigne. Des textes puisés dans les livres de Jann-Marc Rouillan seront également lus.

Infos : myspace.com/lolalucioles

De l'identité nationale française

Jacques Langlois

Et voilà Gnafron Ier redémangé par le prurit de l'identité nationale, sans doute aussi pour continuer à vider le Front National de sa clientèle et détourner les préoccupations des Français vers des sujets « rassembleurs ». Du moins le pense-t-il. Il la joue fine avec son futur musée de l'histoire, la lettre de Guy Môquet, l'instruction civique, la pénalisation des outrages au drapeau et à l'hymne national, les « charters » d'Afghans, le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, le retour à la terre « qui ne ment pas » (Maurras), etc.

Pourtant, tout bon prof de philo en terminale recommande d'analyser, de façon terre à terre, qui ne ment pas, les concepts du sujet soumis à la sagacité du potache. Il convient donc de définir les termes du débat. D'où un grand raout avec « les forces vives » de la nation. Sans attendre d'avoir la liste desdites forces représentatives conviées à cadrer les choses et vraisemblablement triées sur le volet pour aller dans le sens souhaité, clarifions de notre côté les concepts concernés.

La nation ; un peu d'histoire, mais hélas le musée y consacré n'existe pas encore; il n'y a rien de plus difficile à cerner, surtout dans le cas de la France. Notre beau pays a toujours été un *melting pot*. Les premiers habitants, les Celtes, ont été noyés sous les différentes invasions. En vrac et sans être exhaustif: Wisigoths, Ostrogoths, Huns, Alamans, Lombards, Romains, Francs (en fait des Allemands!), Normands. C'est ce brave Michelet qui a créé de toutes pièces le mythe des Gaulois et inventé la France. Ça tombait bien. La IIIe République, laïque, gratuite et obligatoire a pu puiser dans cette légende les fondements de l'histoire officielle si utile pour faire comprendre au salariat et à la paysannerie, si bien exploités par les Jules au profit de la bourgeoisie, qu'il y avait des intérêts communs: récupérer l'Alsace et la Lorraine, conquérir l'Indochine et l'Afrique, achever l'assimilation de l'Algérie en privant les Arabes ou Berbères de tout droit, ces peuplades arriérées auxquelles la France devait apporter les Lumières. Évidemment dans cette histoire romancée d'abord par Michelet puis mise au service de Michelin, du Comité des forges et de la Banque de France (entre autres), il fallait passer sous silence que la prétendue nation avait été créée de toutes pièces à grands coups de mariages, de guerres (par exemple celle des Albigeois), de centralisation (par exemple l'édit de Villers-Coterêt), de fiscalisation, d'imposition d'une seule religion, etc. Las, encore sous Louis XVI perduraient

18 provinces, chacune munie de sa langue, de sa culture, de ses coutumes, de ses poids et mesures, de ses octrois, de son autonomie. La Révolution française y mit bon ordre et paracheva la centralisation que les rois avaient laissée en plan, notamment en menant une guerre civile sans merci contre les Vendéens (génocidaires colonnes « bleues » de Thureau). Ce que Michelet loua à grand renfort d'héroïsme des Marie-Louise « français » (sortis de leurs campagnes à la « force des baïonnettes » et ne parlant que leur « patois »), par exemple au moulin de Valmy et à Jemmapes. Et « Lapailleaunez » continua d'exporter les Lumières françaises en Europe à grands coups de canons et de pillages. Et vous voudriez, Zébulon 1er, que je me sente français au nom de cette histoire-là ? Je ne suis pas français ainsi, même si vous, Hongre de deuxième génération, descendant des Huns, vous voulez être plus français que moi, descendant des Normands (mon nom l'atteste) depuis plus de mille ans.

Ensuite, vinrent les différentes vagues d'immigration espagnole, italienne, polonaise, maghrébine, etc. Tout cela pour signifier que la nation française est un construit politico-étatique car ce sont l'État et les gouvernants successifs qui ont imposé un cadre national, juridique, simplement juridique, au territoire. En fait il n'y a soi-disant nation que par l'existence d'institutions, de lois communes, d'une police unifiant un territoire dominé, de la guerre (celle de 14-18 a beaucoup contribué à « unifier »), d'un nationalisme latent porteur d'asservissement des « races inférieures » attardées auxquelles amener les « Lumières » et d'une langue par ailleurs imposée à grands coups de punition aux petits Corses, Bretons, Catalans, Basques, Occitans, etc. par « les hussards noirs de la République ». Il n'y a donc aucune raison pour un individu d'adhérer à cette conception de la nation et comme disait Proudhon : « là où est la justice, là est ma patrie ». Proudhon énonce ainsi avec vigueur que tout homme, avant d'être citoyen d'un État national, est un membre de l'humanité. On voit ainsi et aussi que la nation n'existe pas ; ce qui existe, c'est l'État national, l'État Français du régime de... Vichy, chantre de la « révolution nationale », devenue aujourd'hui la « rupture ». Ce qui nous amène à une autre idée de la nation, notamment à celle de Renan pour lequel la nation est un « plébiscite de tous les instants ». Il veut dire par là que l'on adhère à ladite nation que par le vecteur de valeurs communes et partagées, non par le droit du sol et encore moins du sang.

Lesquelles ? Évidemment celles de la Révolution française de 1789 sur le thème « liberté, égalité, fraternité ». associées à celles de neutralité, devenue ensuite laïcité, et de justice sociale. Cela impliquait la mise en place d'une république juste et démocratique, libérale et sociale. Je me demande depuis toujours pourquoi les ouvriers et paysans du pays sont allés se battre la fleur au fusil contre les Teutons en 14/18. Les promesses de la Révolution étaient fort loin d'être réalisées ; le droit de se syndiquer ne fut admis qu'en 1884, les assurances sociales ne furent créées qu'en 1945 ; la catastrophe de Courrières en 1906 (plus de 1 000 morts par suite d'une décision de la mine privée de ne pas investir contre les poussières) est restée impunie ; les gouvernements firent tirer sur le peuple en 1848 (révolution éponyme), en 1871 (Commune de Paris), en 1891 (Fourmies), en 1907 contre les viticulteurs du Midi, en 1920 contre les grévistes (Draveil, Villeneuve Saint-Georges). La République donna raison au marquis de Solages, propriétaire des mines de Carmaux, contre le droit des ouvriers d'avoir un maire socialiste, ce qui nous valut la création en 1896, avec Jaurès, de la verrerie ouvrière d'Albi. Le repos dominical n'exista qu'en 1910 (supprimé en 2009 sous Tsarkozy). On eut le « livret ouvrier » pour espionner les déplacements des travailleurs ; on eut la magnifique loi « en matière de gages, le patron est cru sur parole » ; les sociétés de secours mutuels, les coopératives les « coalitions » furent pourchassées. Ah quelle belle république « nationale » pour les patrons. Et j'en passe. C'est ce qui explique du reste pourquoi le syndicalisme français s'est bâti contre les politicards (charte d'Amiens de 1906). La seule raison de vouloir en découdre avec les Tudesques est sans doute le nationalisme soigneusement insufflé dans les esprits par l'école des Jules. Bref, l'immense majorité de la population du territoire n'avait aucune raison de croire en une instance supérieure dénommée nation. L'idée de nation est en fait un corollaire de celle d'État, c'est-à-dire une construction politicarde pour assujettir des peuples divers, vivant sur un même territoire obtenu par la guerre et la domination, sous un même joug. Et cela au profit de la bourgeoisie capitaliste « nationale » avant qu'elle ne devienne mondialisée.

Le repos dominical n'exista qu'en 1910, supprimé en 2009 sous Tsarkozy.

Pendant les « 30 glorieuses » (1945-1975), les valeurs constitutives et, si j'ose dire, adhésives d'une vraie nation (comme croyance dans le caractère juste de la république et espérance dans un avenir meilleur pour soi et surtout pour ses enfants) virent de fortes réalisations. Las, depuis Fiscard Destin en 1974 (avec proscription de la « nouvelle société » de Chaban- Delmas) les gouvernements de la république se convertirent au néolibéralisme, notamment sous le curé Delors et Mauroy (1983), et se mirent à détricoter lentement mais sûrement les acquis des 30 glorieuses. Le populo redevint donc habilité à ne plus adhérer à une telle nation porteuse d'inégalités, d'injustice, de précarité, de régression sociale dans tous les domaines, ce qui s'est accéléré avec l'arrivée au pouvoir du Nicktalope UMP Tsarkozy. Ajoutons, par ailleurs, que ceux qui se réclament aujourd'hui de la nation ne furent pas les derniers à propulser la mondialisation commerciale, économique et financière, y compris et d'abord au sein de l'UE, qui détruit précisément les idées de politique, d'État, de nation au profit du tout-marché généralisé. Dans ce mouvement

régressif, il n'y a plus de nation ; il n'y a qu'un État hyperlibéral au service de la rente. Que dois-je faire, M. Tsarkowitch, adhérer à des valeurs nationales républicaines qui n'existent plus ou obéir à la toute-puissance de l'État que vous dirigez tout seul ?

Cette dégradation, qui percute de plein fouet les valeurs de la république, vaut encore plus pour les banlieues, ce qui explique la fureur des jeunes beurs et autres contre les symboles des institutions perçues par eux comme pourries (et elles le sont effectivement) : la démocratie réservée aux blancos et aux petits mecs, la police, la justice à n vitesses, les pompiers, les employés d'EDF, les autobus, l'armée, la pseudo-démocratie, la *Marseillaise*, le drapeau, etc. Et voilà que le Tsar-Cosy veut réhabiliter l'adhésion des personnes à la nation, tout en propulsant la mondialisation, en passant la surmultipliée de la répression et en mettant la justice à sa botte. Comme si l'aggravation permanente des injustices pouvait ressusciter le sentiment national, comme si c'était le rôle et la possibilité de l'école de l'imposer, comme si une histoire récrite par les fantoches du pouvoir pouvait compenser la perte des bases mêmes de l'adhésion au pays. Et, contrairement aux mensonges du pouvoir, si les jeunes se rebellent ce n'est pas parce qu'ils auraient perdu le sens de la nation et de la république ; c'est au contraire parce qu'ils veulent que la république tienne ses promesses alors qu'elle ne fait que les trahir.

L'identité, même non reconnue, existe. Mais elle est évolutive.

L'identité. Pour une personne, c'est la conscience d'être un soi reconnu par les autres, en tant qu'être singulier dont la dignité et la liberté sont respectées. C'est être admis comme égal parce que différent. C'est être soi-même avec les autres car seuls ces derniers peuvent vous donner votre identité sociale et personnelle, ce qui est fort loin d'une mise en carte. Ce n'est pas avoir des papiers comme si ceux-ci conféraient l'identité. En fait toute identité personnelle est liée à l'unicité de la personne, laquelle est une « composition » (Proudhon) de multiples facettes d'appartenance à différents groupes. Si identité il y a, elle est multifactorielle, multidimensionnelle. Elle ne saurait être mise en carte.

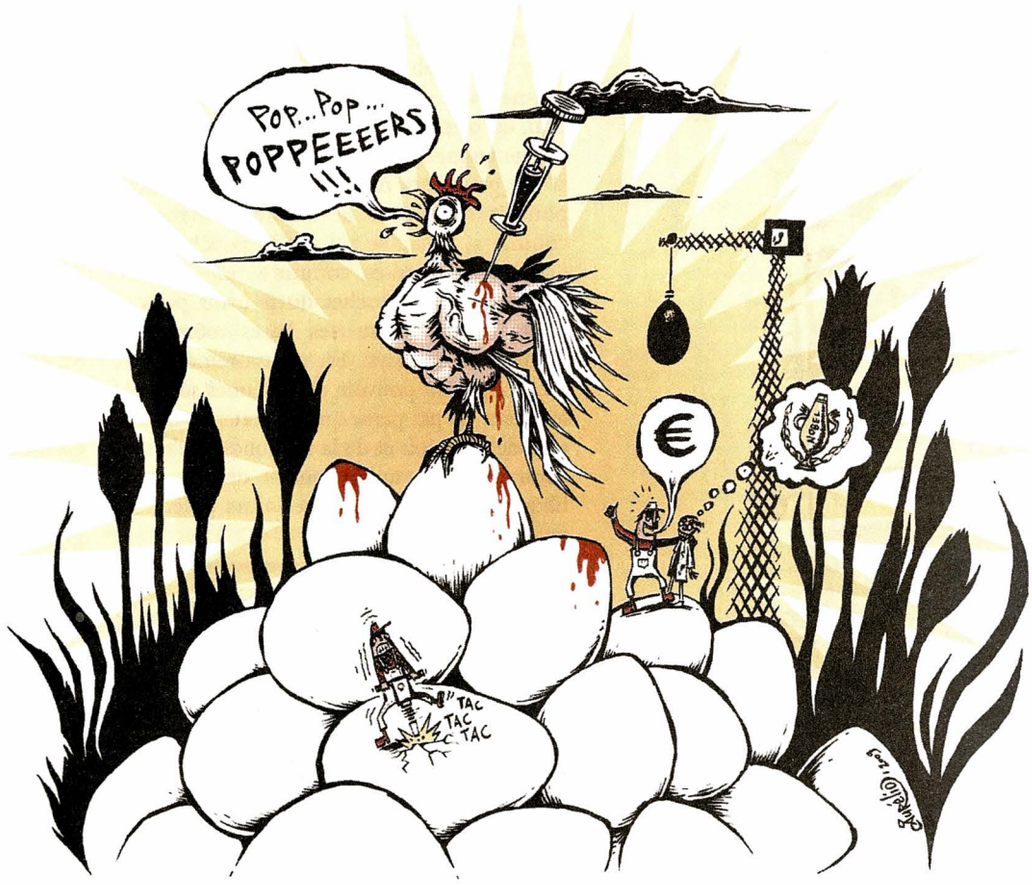
Mais qu'est-ce que l'identité d'un groupe ? C'est ce qui le distingue des autres en le particularisant tout en le situant dans le concert social par rapport à tous les autres. C'est sa place singulière dans la société, c'est sa culture particulière, ce qui passe évidemment par la reconnaissance par les individus et les autres groupes de sa valeur particulière C'est ainsi que la France n'a pas d'ordre des éboueurs alors qu'elle a des ordres de la médecine ou de la pharmacie. C'est amusant, du reste, parce que la Révolution française avait supprimé les corporations et les privilèges. Il en reste donc deux cents après, ce qui prouve que le statut social, parfois érigé en ordre déontologique, confère une identité spécifique. Il n'empêche ; comme l'avait vu Proudhon tout groupe tend à exister pour lui-même, à se donner ses règles, à disposer de sa culture, à se différencier. Et c'est tant mieux car sinon il n'y aurait plus de pluralisme comme source de l'effervescence et de la dynamique sociales. Il importe donc que la spécificité de chaque groupe soit reconnue dans la société et c'est cette reconnaissance qui confère l'identité officielle et statutaire, laquelle n'a rien à voir avec l'identité de fait, c'est-à-dire avec les différences objectives qui caractérisent la particularité d'un groupe dans le concert social. L'identité groupale est donc une relation entre la demande d'un groupement d'être admis comme il est et une reconnaissance de sa position par les autres ; c'est ce double mouvement qui fait d'un groupe réel une entité sociale ayant une identité spécifique ; celle-ci n'étant que l'admission sociale du groupe comme ayant droit à une existence officielle. Donc, l'identité, même non reconnue, existe. Mais elle est évolutive. Quelle est l'identité de M. Besson, ex-socialiste devenu tsarkozyste ? Il est vrai que tout besson, jumeau en vieux français, a un problème d'identité puisqu'il est identique à son double génétique.

C'est là que le problème commence car si rien ne vient s'opposer à l'existence de groupes ou communautés spécifiques dans la société civile, la chose devient problématique dans l'espace public et encore plus dans la sphère politique. Si l'on reste dans une caractéristique de l'identité française en tant que républicaine, il y a à la fois neutralité de l'espace public et de la politique vis-à-vis des différentes conceptions du monde (en outre base du libéralisme) et droit à être différent dans l'espace privé. Ce qui veut dire que la reconnaissance de communautés dans la société civile n'admet pas qu'elles puissent influencer les espaces publics et politiques. Ce qui signifie que, au-delà du droit à être différent, il n'y a pas de droit à peser sur la politique ; que les valeurs de tolérance et de laïcité sont plus universelles et respectables que les communautaires tout simplement parce qu'elles unissent alors que le communautarisme divise. C'est ce qu'a bien vu le libéralisme actuel : les communautés et l'individualisme sont utiles à la segmentation des sociétés pour faire place nette au tout-marché. C'est pourquoi Gnafron Ier exalte la supériorité du curé vis-à-vis de l'instituteur et clame que la religion est utile à la société. Très vieux thème de la « religion civile » assurant la soumission du peuple comme idée développée par Voltaire : si Dieu n'existe pas, mon jardinier pourra me voler.

Quelle est « l'identité française » ? Elle n'est pas fondée sur un type humain à la manière de l'État arabe ou juif, elle n'est pas fondée sur une religion à l'instar d'un État islamique ou judaïque, ni définie par l'appartenance à un État uni par l'idéologie à la sauce soviétique ou américaine. C'est l'appartenance à un système de valeurs républicaines : liberté, justice, solidarité, laïcité. C'est ce que le Nyctalope continue de détruire au nom du commerce international et de la finance mondialisée. Il n'y a donc plus de nation ; Il n'y a que l'État auquel il est demandé non pas d'adhérer mais d'obéir sous couvert de stratagèmes identitaires.

J. L.

Pour une agriculture écologique



Alain Cuénot

L'AGRICULTURE FRANÇAISE REPOSE sur un modèle de développement pour le moins catastrophique pour l'homme et la nature. Que constate-t-on sur le terrain ?

L'espace rural est quadrillé par des unités de production hyperproductivistes où processus chimiques, surmotorisation et biotechnologie règnent en maître. Le recours aux engrais, pesticides, herbicides et autres fongicides, l'emploi non contrôlé d'antibiotiques, d'amphétamines, la floraison de compléments nutritionnels stockés en silos, l'implantation de maïs et de soja OGM sous la pression des multinationales comme Monsanto s'imposent partout et viennent déstructurer le paysage agricole et les fondements de la biodiversité.

Le cheptel bovin et porcin se retrouve enfermé dans des parcs d'engraissement où triomphe la rentabilité immédiate en bouleversant le cycle naturel de l'animal. Les pâturages sont délaissés, les friches occupent la plus grande partie de la surface agricole, le bétail qui disposait de la nature pour se nourrir disparaît définitivement de notre environnement, parqué qu'il est dans ces usines à produire. Les céréales ne servent plus à nourrir l'homme mais à fournir au bétail sa quantité optimale de nutriments, orientation économique d'un illogisme insupportable, les champs, nourriture naturelle des bovins sont abandonnés au profit de cultures industrielles qui, à grand renfort de produits phytosanitaires, détruisent le cycle naturel de la vie agricole et animale et polluent l'ensemble des terres ainsi transformées. Dans le vignoble, qui rassemble des crus de très haute qualité, des hélicoptères sont utilisés pour épandre des pesticides, des viticulteurs juchés sur leur tracteur, équipés de combinaisons et de masques hermétiques, épandent les mêmes produits. Très rares sont les propriétaires viticoles soucieux de se tourner vers une pratique culturale traditionnelle, respectueuse du milieu naturel. Comment admettre que des exploitants agricoles usent d'un matériel d'épandage des plus sophistiqués pour inonder leurs terres de produits toxiques d'une à trois fois par an, d'où des constats scientifiques d'une gravité extrême interdisant désormais dans la majorité des réseaux hydrographiques régionaux la pêche individuelle comme simple loisir et la consommation de leurs poissons.

La société rurale elle-même s'est trouvée entièrement bouleversée par cette orientation économique, la petite et moyenne paysannerie a disparu, laissant place à une minorité d'exploitants, véritables chefs d'entreprise dotés de toute la technologie agricole, et la plus sophistiquée, disposant d'engins mécaniques d'une puissance exceptionnelle, à la tête de bâtiments gigantesques, adoptant des cadences de travail infernales (il est fréquent de voir ces derniers travailler la nuit dans leurs champs à la lueur des projecteurs), destructeurs de l'espace rural, pollueurs des champs et des nappes phréatiques. La prolifération des algues vertes en Bretagne révèle les effets négatifs de cette mutation néolibérale outrancière. Faut-il rappeler le drame ancien des farines animales, de l'ESB pour le bétail et de la maladie de Creutzfeld-Jacob pour l'homme ?

Face à cette évolution catastrophique, que proposent nos responsables politiques et plus particulièrement les dirigeants d'« Europe écologie » et de son chef de file Daniel Cohn- Bendit ? Sont-ils toujours prêts à soutenir les faucheurs anti-OGM ? Sont-ils décidés à stigmatiser les attitudes criminelles de la FNSEA approuvant cette politique destructrice ? Sont-ils déterminés à dénoncer les agissements des industries agro-alimentaires, des scientifiques de l'INRA largement stipendiés par les trusts chimiques et les semenciers américains à l'exemple de Monsanto ? Peut-on penser que la naïve production cinématographique de Yann Arthus-Bertrand avec *Home* pourra changer un tel système puisque son auteur invite, d'une manière sottement mora-

lisatrice, chacun par sa seule volonté personnelle, à protéger la nature, se refusant tout au long de la démonstration à citer une seule fois les responsables directs de ces dégradations systémiques irréversibles : les États et leurs dirigeants politiques, le pouvoir économique, les multinationales, les laboratoires de recherche, les industries chimiques, les semenciers américains ? Faut-il croire au discours incantatoire de Nicolas Hulot mis en avant dans son *Syndrome du Titanic*, qui appelle solennellement à « une révolution des esprits » afin d'atteindre « une sobriété heureuse », démarche parfaitement abstraite, dépourvue de tout contenu politique et doctrinal pour combattre au quotidien l'orientation générale du capitalisme mondialisé ?

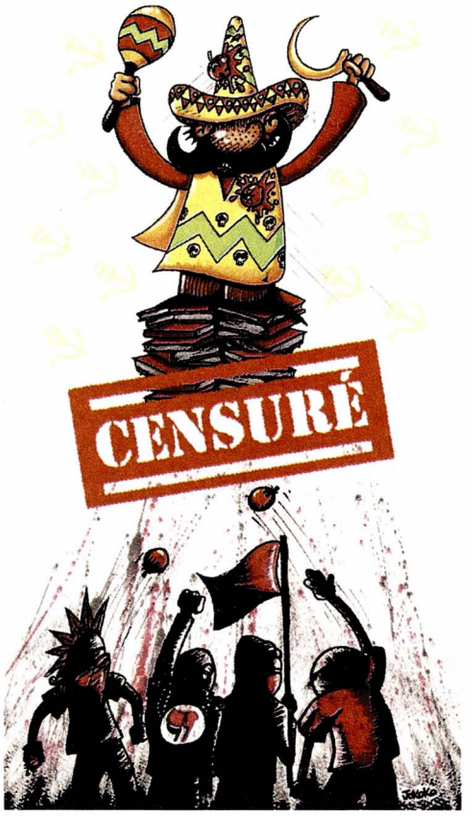
Pourtant les solutions existent. Il s'agit de casser le circuit infernal de la course au profit et d'imposer une éco-agriculture, c'est-à-dire d'implanter partout une agriculture biologique à taille humaine, respectueuse de la dignité des travailleurs, de rétablir une agriculture familiale de proximité protégeant la petite et moyenne paysannerie, de généraliser les « Amap », garantissant un revenu stable et décent pour le paysan, de redéfinir la mission des coopératives dans un sens autogestionnaire, d'imposer une charte de qualité pour chaque filière agricole, d'encourager les jardins ouvriers, de favoriser la location voire l'accès gratuit de terres laissées en friches au particulier comme cela se pratique dans plusieurs communes rurales de l'Est de la France, de développer les zones AOC à l'exemple des producteurs de comté ou de munster qui par leurs outils coopératifs assurent le contrôle de la chaîne de production percevant un prix du lait deux fois supérieur à leurs collègues des filières industrielles, de s'attaquer à la toute puissance des multinationales de l'industrie alimentaire qui avec leurs centrales d'achat exercent un quasi-monopole sur le marché de la consommation, étouffant en toute impunité les agriculteurs-producteurs.

À l'échelon européen, il est urgent de condamner l'orientation économique de l'UE reposant sur un ultralibéralisme effréné, sur une déréglementation absolue excluant toute intervention de la puissance publique au cœur du marché agricole. Il faut exiger le rétablissement des quotas, la restauration des barrières douanières afin d' empêcher l'entrée des produits soumis au *dumping* social et environnemental. L'actuelle crise du lait et de la production maraîchère qui a vu une mobilisation sans précédent des paysans français démontre la nécessité d'une telle réforme structurelle.

Il est donc indispensable que les acteurs politiques et les dirigeants syndicaux de la gauche radicale se mobilisent au quotidien, luttent pied à pied, soutiennent une contre-propagande antilibérale aux côtés des agriculteurs pour changer en profondeur cette agriculture hautement pernicieuse et prédatrice à la fois pour l'homme et la nature. A. C.

Censure

La trahison de la faucille et du marteau



Le samedi 17 octobre 2009, une conférence a lieu au centre social occupé La Gotera, dans la banlieue de Madrid. L'objet de cette rencontre publique est de présenter un livre, *La trahison de la faucille et du marteau*, publié au Mexique, puis en Espagne, et écrit par Erick Benitez Martinez. Ce livre de 356 pages, écrit par ce militant libertaire mexicain, n'est pas qu'une critique du marxisme, c'est aussi une analyse. La démonstration s'appuie sur des œuvres marxistes, et son volet théorique suffit à démontrer la véritable idéologie étatique et autoritaire du marxisme. La partie historique du livre analyse des situations où le communisme a joué un rôle important (Russie, Espagne). Au final, cet ouvrage affirme l'incompatibilité absolue du marxisme avec les idées libertaires. Cet ouvrage a d'abord été édité au Mexique par les Éditions Hormiga libertaria.

Alors que la conférence a lieu en présence de l'auteur, une dizaine de personnes, de divers collectifs à caractère antifasciste, interromp la réunion et demande que le livre soit retiré de la vente. Devant les protestations des présents, des insultes et menaces physiques sont prononcées, spécialement contre les membres du collectif éditant l'ouvrage en Espagne, *El grillo libertario*. Puis, passant aux actes, les agresseurs-censeurs blessent des personnes du public.

Des personnes présentes lors de l'agression expriment, dans une déclaration commune, qu'elles « se positionnent contre la censure, spécialement au sein de nos propres espaces. Hier c'était une chanson, aujourd'hui un livre, demain cela peut-être un t-shirt ou un autocollant. La menace à laquelle sont exposés les personnes du collectif éditeur met en évidence que quiconque s'engage à poser une critique de certaines idéologies ou simplement prétendent générer du débat, mettent leur intégrité physique en danger. »

Les Éditions du *Monde libertaire*, qui ont engagé la même démarche critique de l'idéologie marxiste en publiant, entre autres, le livre de notre compagnon Justhom, *Quand Marx, Engels, Lénine flinguaient les anarchistes*, apportent leur soutien aux éditeurs et à l'auteur de cet ouvrage.

En ces temps de flou idéologique, il est urgent de réaffirmer la justesse de la pensée et de la pratique anarchistes, libérées des scories marxistes et/ou gauchistes qui l'enveniment. Certains n'osent pas ou ne veulent pas critiquer le marxisme, d'autres – parfois les mêmes – refusent de critiquer l'islam. Tout cela dans un esprit de pseudo-radicalisme anti-capitaliste (ou plutôt anti-américain) en jouant les « idiots utiles » de ces idéologies autoritaires et liberticides. C'est, au moins, une erreur de jugement grave car les régimes communistes autoritaires (Chine) ou islamiques (Iran) s'adaptent très bien aux règles du marché capitaliste.

En ces temps de crise mondiale du capitalisme, il est urgent de ne pas retomber dans les pièges de la « dictature du prolétariat », de ne pas se laisser enfermer dans une pseudo-redécouverte d'un marxisme entaché de sang, vingt ans après la chute du mur de Berlin. Il est urgent de redécouvrir l'histoire des idées et des expériences anarchistes afin de guider notre action ici et maintenant.

Relations internationales de la Fédération anarchiste

À l'Est du nouveau

Vent de révolte dans les universités autrichiennes

DR

Jérôme Segal

Chercheur, enseignant dans deux universités à Vienne

Ya basta ! Le 20 octobre, des étudiants de l'université des Beaux-Arts de Vienne en ont eu assez. Ras-le-bol des amphis bondés, des cursus inflexibles imposés par les universités depuis la mise en place du processus de Bologne (réforme LMD), ras-le-bol de la sous-représentation des femmes, du manque d'encadrement… et plus généralement du manque de moyens. Sans en référer aux représentants élus par les étudiants, proches des deux partis au pouvoir, ils ont décidé le 22 octobre de traverser le centre-ville pour venir occuper l' « Audimax », le plus grand amphi du pays, à l'université de Vienne.

Rapidement, des groupes de travail (AG) ont été organisés pour mettre en place l'autogestion. Le groupe « cuisine populaire » (*Volksküche*) nourrit ainsi plus de 500 personnes, l'AG « slogans » prépare les manifs, l'AG « finance » permet la location de matériel, l'AG « lycée » se consacre à la coordination avec un des mouvements de solidarité… mais parmi les 70 (!) AG, il y a aussi l'AG « nettoyage », l'AG « sécurité » ou l'AG « désescalation » qui évite que certains groupes dégénèrent dans l'action violente.

Le 28 octobre, une grande manifestation a eu lieu derrière les banderoles « De l'argent pour l'Université et pas pour les banques » ou encore « *Bildung statt Ausbildung* », ce qui peut se traduire par « Pour un enseignement qui ne soit pas exclusivement professionnalisant ». Entre 10 000 et 50 000 personnes y ont participé, ce qui est énorme pour un petit pays où les conflits sont habituellement réglés de façon consensuelle. Une autre manifestation a

eu lieu le 5 novembre et la prochaine est prévue avec les métallos et le personnel des jardins d'enfants. À ce jour, 13 universités sont occupées, soit presque toutes celles du pays, et des manifestations de solidarité ont lieu un peu partout en Allemagne.

Le mode de lutte mérite l'attention. Les étudiants ne sont pas en grève et les universités ne sont pas bloquées ! Plus choquant encore, par rapport aux actions de ces dernières années en France, tous les cours ont lieu normalement, l'université louant une grande salle pour les cours initialement prévus dans l'Audimax. Pour autant, la révolte est sérieuse : le grand amphi est occupé nuit et jour, tandis que des salles annexes sont réquisitionnées pour les nuits. Des plénums se tiennent plusieurs fois par jour et tous les outils modernes de communication sont utilisés : infos en direct sur Twitter, groupes sur Facebook et suivi vidéo en temps réel sur unibrennt.at (*l'uni brûle*). De nombreuses figures emblématiques viennent soutenir le mouvement en intervenant dans l'Audimax. Le groupe de punk Anti-Flag, de passage à Vienne, est venu faire une intervention et le chanteur n'a pas laissé d'ambiguïté à la réponse qu'il convenait d'apporter à ce titre des Clash qu'il a repris « Should I Stay or Should I Go ? ».

Les étudiants sont bien là pour rester. L'Audimax est devenu une plaque tournante de la vie culturelle. Lors de la Viennale, le festival du film qui vient de se tenir du 22 octobre au 4 novembre, deux films de la sélection officielle ont été projetés dans l'amphi. Ce fut d'abord un extrait de *L'Encerclement – la démocratie dans les rets du libéralisme*, en présence du réalisateur Richard Brouillette, un film qui donne une large place aux critiques de Noam Chomsky. Quelques jours plus tard, on a pu assister à la projection intégrale de *Bock for President*, portrait de Ute Bock, une femme qui a fondé une association d'aide aux demandeurs d'asile.

Des représentants d'organisations comme Attac, la Ligue des droits de l'homme ou même le parti des Verts se sont également montrés dans l'Audimax. Pour autant, on ne peut pas parler de récupération. Ce mouvement, spontané et sans leader, mais néanmoins très bien organisé, ne lasse pas d'étonner. Le ou la porte-parole est choisi(e) chaque jour selon un principe d'alternance. Le ministre en charge des universités, le conservateur Johannes Hahn, a tenté de jouer la carte de la division en ne recevant que les représentants élus mais ces derniers sont réduits à des rôles tout à fait secondaires. Pensant amadouer les révoltés avec une petite cagnotte de 34 millions d'euros, il s'est vu opposer une fin de non-recevoir : les étudiants estiment que c'est un milliard qu'il faut, accompagné de mesures simples comme le libre accès aux études, l'abolition des droits universitaires pour tous et la participation des étudiants à la définition des *curricula*. Actuellement, Hahn change de stratégie en promettant des états généraux pour le 25 novembre, misant sans doute sur la fatigue des étudiants.

Au niveau politique, c'est plutôt la cacophonie dans la grande coalition. Les conservateurs sont clairement hostiles tandis que les sociaux-démocrates se prennent régulièrement les pieds dans le tapis, révélant une série de contradictions. En pleine crise, le ministre, Hahn, dont la thèse de doctorat a fait l'objet d'une enquête pour plagiat, a été choisi par le chancelier pour devenir Commissaire européen ! C'est dire le peu de cas que ce pays fait des instances européennes, d'autant plus que Johannes Hahn a déclaré vouloir conserver les fonctions qu'il a dans le parti à Vienne.

Et si pour une fois notre regard devait se tourner vers cette autre Autriche ? **J. S.**

DR

Portugal

Centre de Culture libertaire en danger

ILS VEULENT FERMER le Centre de Culture libertaire.

Le Centre de Culture libertaire d'Almada, en face de Lisbonne, qui existe depuis trente-cinq ans, est aujourd'hui menacé de fermeture par le propriétaire.

Le CCL est un centre fondé en 1974 par d'anciens militants libertaires qui ont résisté à la dictature. Il a été un lieu fondamental pour l'anarchisme au Portugal, accueillant sans cesse de nouvelles générations d'anarchistes. Le CCL possède une bibliothèque et des archives uniques au Portugal. Depuis sa création, le CCL a organisé des activités variées (débats, projections de vidéos, ateliers divers). Diverses publications y ont été éditées : *A voz anarquista* dans les années 1970, *Antítese* dans les années 1980, *Boletim de Informações Anarquista* dans les années 1990 ou *Húmus*, plus récemment.

En janvier 2009, le propriétaire de l'immeuble a entamé une procédure d'expulsion. Cette décision a été combattue suivant les voies légales. Le 2 novembre, un jugement est tombé en donnant vingt jours au CCL pour quitter les lieux.

Le Centre va faire appel de cette décision mais cela aura un coût financier. Pour le moment, le Centre ne sait pas à quelle hauteur s'élèveront les frais d'avocat mais il faut se préparer à apporter notre soutien.

Cette décision est une attaque contre le CCL. Il faut rappeler que cette mesure est née du prétendu bruit excessif lié aux activités du CCL. En fait, il s'agit de rentabiliser un espace loué trop peu cher aux yeux des spéculateurs immobiliers.

La disparition du CCL serait une lourde perte pour la réflexion, les débats, la lutte et la résistance.

Les anarchistes sont prêts à défendre et à garder cet espace.

Toute aide et toute solidarité est la bienvenue et donnera des forces à la résistance du CCL.

Santé et anarchie !

Centro de Cultura Libertária

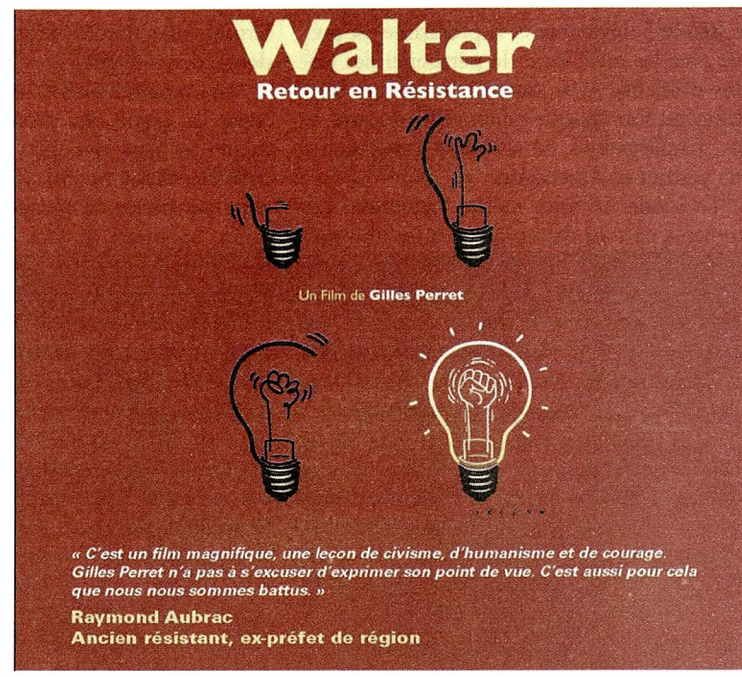
Contact : ateneu2000@yahoo.com

Adresse : Apartado 40, 2800-801 Almada – Portugal

Blog: culturalibertaria.blogspot.com

Walter

Retour en Résistance



Savez-vous ce qu'est le Conseil national de la Résistance ? Vous n'êtes pas seul à ne pas le savoir, mais ce documentaire de Gilles Perret sur Walter Bassan, 82 ans, résistant et déporté, vous mettra sur la voie. *Walter, Retour en Résistance* est un documentaire qui dérange le président de la République et Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale.

En effet, à l'occasion de la commémoration des faits de résistance sur le plateau des Glières, en mars 2008, Sarkozy disait à deux républicains espagnols, venus à cette occasion : « Félicitations, l'Espagne c'est pas mal, mais l'Italie c'est pas mal non plus puisque j'ai épousé une italienne ! » Aux résistants choqués par ce commentaire pour le moins désobligeant, il ne restait plus qu'à attendre Stéphane Hessel, qui trouvera les mots justes pour panser un peu les cœurs blessés, toujours sur ce plateau des Glières, emblématique de la Résistance, mais aussi pour avoir été un lieu-dit et un moment crucial dans l'histoire de la guerre quand les hostilités entre FTP et FFI étaient déclarées, car Londres aurait parachuté en plein jour des armes, etc., renseignant ainsi les Allemands sur la présence de la Résistance à cet endroit et aurait ainsi provoqué une répression sans pareil...

Pourquoi ce documentaire déplaît-il à l'Élysée ?

Parce que le film dit clairement que les acquis sociaux, la retraite par répartition, la liberté de la presse ont été formulés pour la première fois en 1944 en tant que programme du Conseil national de la Résistance.

Alors qu'Accoyer rappelle que ces choses-là se sont faites avec et par de Gaulle et les gouvernements après, alors que les résistants disent non, c'est le Conseil national de la Résistance qui les ont décidées. Mais la dispute essentielle ne porte pas tellement sur la paternité de ces idées, mais sur la lente érosion de telles valeurs et les promesses non tenues du pouvoir en place.

C'est en effet la partie la plus intéressante du film : les politiques n'entendent pas du tout revenir sur leur appréciation de l'Histoire. Il n'y a plus de résistants, plus de déportés, plus de reconnaissance d'une lutte dans les régions où vous trouvez encore aujourd'hui des monuments aux morts dans chaque village, car les Allemands déportaient des villages entiers s'ils cachaient des résistants et alimentaient leurs réseaux. De là à accepter qu'un président de la République rigole en bas des monuments aux morts, il y a une marge. On pense à Guillaume II, pour qui les socialistes étaient des gens sans patrie (*vaterlandslose Gesellen* – parce qu'internationalistes) jusqu'à ce qu'ils acceptent finalement de voter l'effort de guerre alors qu'ils étaient pacifistes. (Voir Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et le sort qu'on leur a réservé.)

Walter Bassan fait son travail de témoin et entretient le devoir de mémoire auprès des collégiens, lycéens, etc., qu'il accompagne même à Dachau, où il était interné. Aujourd'hui, c'est un camp ripoliné où les souffrances d'antan ne sont plus visibles, où les jeunes ont besoin d'être éclairés par son témoignage et son vécu pour comprendre. (L'histoire de la « cuillère de soupe » est excellente à ce titre.)

D'une certaine manière, Gilles Perret ne fait pas son travail de réalisateur à fond, il se fie à tout ce que dit Walter Bassan, alors qu'il aurait fallu au moins expliquer la différence entre un camp de travail (Dachau, Sachsenhausen, etc.) où les fours crématoires ont été ajoutés bien après (ce qui ne veut pas dire que c'étaient des camps humains !) et les camps d'extermination (Auschwitz, Birkenau, Chelmno, Sobibor, etc.), et dire peut-être aussi que Dachau accueillait dès 1933 les politiques et toutes les personnes dans l'opposition. Ossietzky était dans ce camp et n'a pas pu se rendre à Stockholm pour recevoir son prix Nobel de la paix, et cela n'a même pas interpellé les Alliés ! Mühsam y a été torturé à mort parce qu'il était anarchiste et dans l'opposition. On lui a fait creuser sa tombe je ne sais combien de fois. Et puis, pas un mot sur les Juifs. Ce n'est pas possible dans un film comme ça de ne pas évoquer les 6 millions de Juifs qu'on acheminait directement dans les camps de la mort à partir de 1942.

Sinon, prenez un bain de jouvence avec Walter Bassan, John Berger, Stéphane Hessel et les gens qui les entourent, tous très âgés, car « résister, c'est créer : créer, c'est résister... ». Et pour Gilles Perret, réalisateur de ce documentaire, résister peut toujours se conjuguer au présent.

Heike Hurst

Walter, Retour en Résistance, un film de Gilles Perret.

walterretourenresistance.com

Un anarchiste ordinaire

Entretien avec Gloria Gargallo à propos de *La Raison douloureuse* (2007), le livre écrit par son père Federico Gargallo, né en 1906 et décédé en 1996.; cet échange a été enregistré avec le Centre Jean-Barrué sur la Clé des Ondes, à Bordeaux, lors de l'émission « Achaïra », le 8 octobre 2009.

Clé des ondes: Achaïra, Gloria, peux-tu nous en dire plus sur le titre de ce livre?

Gloria: Il a été trouvé par moi et approuvé par mon père. Il vient du fait que quelles qu'aient été les vicissitudes de sa vie, mon père a toujours sû raison garder. Cela a été son fil conducteur: réfléchir, ne pas s'emporter, raisonner.

CdO: Federico était maçon, amoureux du travail bien fait et assoiffé de culture, comment en est-il arrivé à vouloir raconter sa vie?

Gloria: Il ne l'a pas décidé seul; de tempérament modeste, un peu introverti, il ne donnait nulle importance à sa vie. Mais, pour moi, sa vie a constitué un modèle, et je ne voulais pas que son histoire reste confinée dans la famille. Je lui ai demandé d'écrire, et il a accepté. C'est à partir de son manuscrit que j'ai travaillé, le traduisant et le mettant en forme. Il a lu la première partie de la traduction et l'a approuvée. Malheureusement, il n'a pu lire la fin de mon travail.

CdO: Le livre est dédié aux compagnons libertaires espagnols...

Gloria: Mon père a toujours dit l'importance de l'œuvre accomplie par les compagnons libertaires durant la guerre. Il en a parlé jusqu'à son dernier jour...

CdO: À lire ce livre, on découvre un homme à la morale élevée: « La méchanceté, le calcul, la violence le dégoûtaient profondément. » D'où venaient de telles qualités?

Gloria: L'exemple: ses parents étaient des catholiques sincères, « primitifs », disait-il; c'est-à-dire qu'ils appliquaient les préceptes des Évangiles à la lettre. Il n'était pas rare que ma grand-mère, veuve et très pauvre, ramène du marché un plus misérable qu'elle et l'assoie à sa table. Mais je pense aussi que c'était sa nature; il était doux et refusait la violence, préférant le dialogue. Il me disait: « Pour se battre, il faut être deux. S'il y en a un qui refuse, il n'y a pas de bagarre. »

CdO: Il écrit que l'être humain ne pourra « s'en sortir » qu'à la condition d'abandonner le goût du pouvoir et du profit. Ton père était profondément anarchiste...

Gloria: Il l'est devenu peu à peu, par lui-même. Je crois que ce sont ses compagnons de travail qui ont commencé son éducation libertaire, en lui prêtant des livres et des revues... Son tempérament l'inclinait naturellement vers la philosophie anarchiste.

CdO: Il a commencé à travailler à l'âge de neuf ans; il a connu la grande misère; il devient chef de famille à l'âge de 12 ans à la mort son propre père. Pourtant, on se trouve devant un homme calme et relativement optimiste avec une grande confiance en lui...

Gloria: Confiance en lui, je ne sais pas. C'était le contraire d'un prétentieux mais il croyait en la vertu du travail et en ses capacités à assumer ses responsabilités pour permettre aux siens de vivre.

CdO: Sa formation militante s'est faite très jeune aux côtés des anarcho-syndicalistes de la CNT. Il raconte la violence de la répression, la violence des patrons, la contre-violence et les prises de décision démocratiques: ce qu'il nomme la consultation directe...

Gloria: Je pense en effet que cette démocratie directe l'a très fortement impressionné. Il y a fait référence très souvent, critiquant les syndicats d'aujourd'hui qui prennent les décisions sans l'accord de la base. Le souci permanent de la CNT de consulter tous les salariés d'une entreprise avant de transmettre leur décision au patron était pour lui absolument indispensable à la bonne marche d'un syndicat. Le patron savait lorsqu'il voyait arriver un porte-parole que la revendication avait été mûrement réfléchie et décidée par tous.

CdO: Il raconte une « grève solidaire ». Pratique courante à l'époque?

Gloria: Lorsqu'un représentant des ouvriers était mis à pied ou renvoyé, immédiatement les autres salariés se mettaient en grève jusqu'à ce qu'il soit réembauché. Souvent, d'autres entreprises se joignaient à la première, et les grèves duraient jusqu'à la fin du conflit avec le paiement exigé de tous les jours de grève. Pour les ouvriers, leur représentant était très important puisqu'il était

choisi en fonction de sa compétence. À leurs yeux, il devait être intouchable.

CdO: Ton père écrit qu'il était fier d'appartenir à cette classe ouvrière-là…

Gloria: Oui, il en était fier, considérant que celui qui produit est une force qu'il faut respecter puisque la survie des autres en dépend. Élie Faure, que je cite, écrit: « Le monde ne sera sauvé que si la force passe au droit, et le droit appartient à ceux qui produisent ».

CdO: Un épisode amusant: enfant, l'éducation chrétienne de ton père le conduisait à baiser la main des prêtres dans la rue. Son oncle le prévint que les curés se pissaient sur les doigts avant d'aller à la messe…

Gloria: Cette anecdote l'a peut-être rendu plus distant envers l'Église dont il se méfiait beaucoup car il avait été le témoin des agissements des dames patronnesses qui conditionnaient leurs aides aux familles pauvres à leur fréquentation des offices religieux. Il comparaît les belles paroles des prêtres à leurs actes, et leur richesse à l'extrême pauvreté des autres. Il devint peu à peu athée, mais pas intolérant car il acceptait de discuter avec des religieuses ou des aumôniers rencontrés dans des hôpitaux. Mais il avait une aversion profonde pour la hiérarchie religieuse, en particulier pour le pape.

CdO: Puisqu'on est dans l'anticléricalisme primaire, parle-nous des bonnes sœurs?

Gloria: Lorsqu'il arrive à Puigcerda en 1936 pour participer aux collectivités libertaires qui naissaient en Catalogne, il aide à l'ouverture des couvents où il est demandé aux religieuses de revêtir une tenue civile, puis soit de rentrer chez elles, soit de travailler sur place. Ils en trouvèrent quelques-unes enceintes, ce qui étonna les hommes militants qui demandaient en plaisantant « si c'était Jésus ou le Saint-Esprit qui leur avait fait ça ! ».

CdO: Ton père était un être profondément « pacifiste », « tolstoïen », écrit-il, mais Tolstoï était croyant…

Gloria: Il se disait tolstoïen, oui, bien que cet écrivain fût chrétien. Il se retrouvait dans les prises de position courageuses de Tolstoï, contre les hiérarchies, et dans son pacifisme. Il n'a jamais porté d'armes, même en Espagne. Il n'était pas venu pour tuer mais pour travailler.

CdO: Ton père annonçait toujours la couleur, ainsi il prévenait son patron qu'il ne travaillait pas le 1er mai. Tous les 2 mai, il se retrouvait au chômage. Ça a comme un goût des *désobéissants* d'aujourd'hui?

Gloria: Oui, ça n'arrangeait pas ses affaires de se retrouver tous les 2 mai au chômage. Mais ses convictions étaient bien ancrées, et il pensait que plus ils seraient nombreux à chômer les 1er mai, plus vite cette journée de commémoration serait déclarée fériée.

CdO: Il y a un passage sur les Gitans…

Gloria: Il les considérait comme des parasites puisqu'ils refusaient de travailler. Toujours sa fierté de travailleur qui refusait l'assistanat. Néanmoins, nous avons connu une grande famille de Gitans sédentarisés à Cenon et, lorsque nous les rencontrions, mon père leur parlait courtoisement en espagnol sans problème. Il était amusé de voir les tout petits jouer de la guitare sans aucune connaissance musicale. Il raconte dans son livre qu'il a assisté, sur un chantier, à une scène comique. Un Gitan qui voulait se marier avec une Catalane s'était fait embaucher comme ouvrier, mais sa tribu le lui reprochait lui disant qu'il leur faisait honte. Il le racontait en souriant, ajoutant que bien vite le Gitan avait déserté le chantier…

CdO: Ton père rappelle l'épisode des stérilisés de Bordeaux (1934) et la « petite intervention » qualifiée de « mutilation volontaire ». Est-ce que ton père se fit stériliser?

Gloria: Non, mes parents voulaient avoir des enfants. J'en suis la preuve.

CdO: Il écrit: « Ce qui m'intéressait le plus, intellectuellement, dans notre expérience, était de comprendre comment un peuple sans armes peut battre une armée nationale, etc. »

Gloria: Franco claironna au début de la guerre civile qu'elle durerait trois semaines, et elle dura trois ans. Les « républicains » ont tenu en respect une armée nationale aidée par Hitler et Mussolini. Ils avaient très peu d'armes et n'étaient aidés par pratiquement personne (à part Staline mais sous quelles conditions?) puisque les démocraties européennes avaient décrété la non-intervention. Il est vrai qu'à l'arrière les collectivités fonctionnaient et les aidaient puisqu'elles avaient remis en marche la production et la distribution.

CdO: Il écrit encore: « Bien que nous ayons été vaincus, et que l'on ait essayé de nous exterminer, on ne pourra pas rayer de l'histoire que la seule révolution qui, jusqu'à aujourd'hui, se soit réalisée en toute liberté pour tous, fut l'essai triomphant du socialisme en Espagne de 1936 à 1939. »

Gloria: Que dire de plus si ce n'est citer cette phrase d'Einstein: « Vous avez perdu. Mais désormais rien ne sera plus comme auparavant car vous avez montré aux capitalistes que vous pouviez vous passez d'eux. »

CdO: Est-ce qu'on peut parler du texte de Juan Gil?

Gloria: Juan Ceron Gonzalez est entré en contact avec moi après la lecture de la première édition du livre, m'apprenant qu'il était lui aussi à Puigcerda avec mon père. Il m'a transmis un document de Juan Gil qui explique le fonctionnement des collectivités libertaires dans cette partie de la Catalogne, avant que les communistes ne viennent les détruire… Ce document est inclus dans la dernière édition.

CdO: Il avait de la haine contre les communistes ou de la rancœur?

Gloria: Avec les fascistes, les choses étaient claires, ils étaient les ennemis. Mais avec les communistes, ce n'était pas la même chose. Il en voulait beaucoup aux hommes de Staline que les libertaires avaient trouvés en face d'eux au lieu d'être à leurs côtés. Dans *La Pravda* d'octobre 1936 a paru un article où il était dit que « les choses se passeraient en Espagne comme en Russie et que les anarchistes y seraient éliminés de la même manière ».

CdO: Ton père n'a pas vu le livre terminé…

Gloria: Non, il est mort avant; et j'ai failli en abandonner la traduction. C'est Gimenez, qui vivait dans l'Ariège, qui m'en a dissuadé et encouragé à continuer la traduction et la mise en forme.

CdO: Le travail et l'entraide?..

Gloria: Pour mon père, la solution à tous nos problèmes passe par le partage du travail, la solidarité et l'entraide.

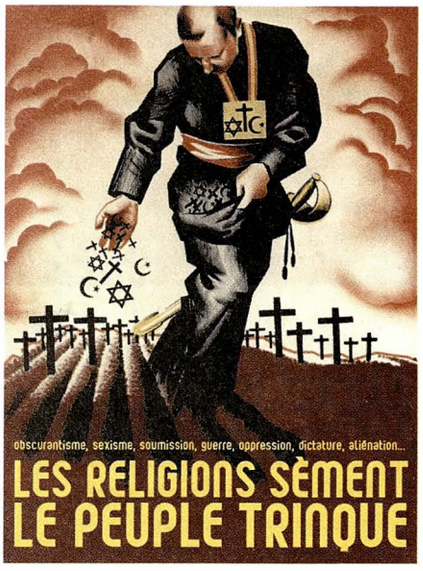
CdO: Que faut-il faire pour que les acquis sociaux obtenus de haute lutte par nos anciens ne soient pas perdus?

Gloria: Je dirais qu'il faut s'inspirer de leur façon de lutter. Ne pas accepter que l'on « détricote » nos pauvres avantages. Les manifs ne suffisent pas, on l'a vu: deux ou trois millions de gens dans la rue n'empêchent pas les multinationales de licencier des milliers de salariés, de délocaliser tranquillement. La mondialisation se fait à notre détriment; nous ne devons pas l'accepter.

Propos retranscrits par André Bernard

Ceux qui voudraient se procurer *La raison douloureuse* peuvent écrire à:

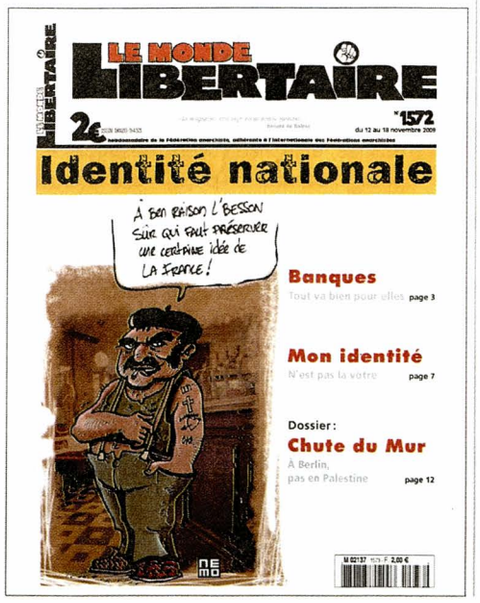
gloria.edomi@orange.fr



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Antifascistes dans la rue

Le lundi 9 novembre 2009, une action initiée par la Fédération anarchiste a eu lieu à Paris. Nous avons momentanément, sans violence mais avec détermination, effectué une distribution de tracts, déroulé une banderole et lancé des slogans.

Nous avions ainsi choisi de nous inscrire dans la journée européenne d'action antifasciste. Le lieu choisi, la maison de l'Europe, était un lieu choisi pour donner une dimension symbolique à notre intervention.

Cette action s'inscrivait dans cette lutte antifasciste internationale, mais aussi dans la campagne internationale contre les centres de rétention menée par l'Internationale des Fédérations anarchistes.

À tous et à toutes, salutations antifascistes et anarchistes !

Voilà le communiqué qui a été distribué :

« Aujourd'hui comme hier, ici comme ailleurs, solidarité antifasciste !

Aujourd'hui, lundi 9 novembre 2009, la Fédération anarchiste est dans les locaux de la Maison de l'Europe, à Paris.

Le 9 novembre, car il y a 20 ans tombait le mur de Berlin.

Le 9 novembre, car il y a 71 ans c'était la nuit de Cristal.

Le 9 novembre, car, dans toute l'Europe, en ce jour symbolique, les antifascistes se mobilisent pour que jamais une telle tragédie ne puisse se reproduire.

Des années après ces événements, peu de chose a réellement changé. Si les frontières à l'intérieur de l'Europe sont officiellement ouvertes, elles sont plus que jamais fermées à celles et ceux qui viennent de pays plus pauvres.

Elles sont également réactivées lorsque les mouvements sociaux veulent s'unir au-delà des nations pour lutter contre ceux qui les oppressent.

Si le régime nazi est relégué aux poubelles de l'histoire, il existe encore des partis et des mouvements s'en réclamant. Dans certains pays européens, les antifascistes risquent et parfois perdent la vie en luttant contre eux.

Le fascisme n'est plus une marionnette grotesque que l'on remue pour effrayer la population : ses idées sont désormais en passe d'être intégrées aux rouages de l'État qui n'a plus besoin de se revendiquer de cet héritage pour mettre en place ses politiques racistes et xénophobes. Si le mur de Berlin est tombé, bien des frontières se sont construites autour du continent alors même qu'à l'intérieur les sans-papiers sont traqués, placés en CRA et expulsés.

En France, les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, poursuivent cette politique et expulsent à tour de bras, promulguant des lois sécuritaires et faisant un amalgame malsain entre immigration et délinquance : les récents propos du ministre de l'Isntérieur le prouvent une fois de plus.

Aujourd'hui, en ce jour de mémoire, la Fédération anarchiste rappelle à tous que nous serons toujours présents pour lutter contre le fascisme et le racisme, qu'ils soient dans la rue ou dans les hautes sphères de l'État.

Aujourd'hui, nous saluons nos camarades antifascistes du monde entier. Et nous rappelons à celles et ceux qui subissent de plein fouet les politiques racistes et xénophobes que nous serons toujours à leurs côtés.

Ici comme ailleurs, aujourd'hui comme hier, combattons le fascisme et le racisme !

Fédération anarchiste

Radio libertaire

Jeudi 19 novembre

Radio cartable (14 heures) : La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) : Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) : Journée universelle des enfants pour la triennale IRG en Inde.

Les enfants de Stonewall - BodyFreaks (19 h 30) : Thématiques trans, intersexe ou de genre en général.

Vendredi 20 novembre

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) : Textes militants lus et commentés pour affronter le monde d'aujourd'hui.

L'écho des cabines (11 heures) : Émission sur les familles de détenus

Place aux fous (13 heures) : Philosophie & Musique. Disciplines de l'indiscipline.

Les oreilles libres (14 h 30) : L'émission recevra Laurent Danchin, commissaire de l'exposition consacrée à Chomo à la Halle Saint-Pierre, à propos de ce créateur singulier.

Koumbi (16 heures) : Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

La grenouille noire (21 heures) : L'émission sera consacrée aux déchets. Invité : le CNIID (centre national d'information indépendante sur les déchets).

Ça booste sous les pavés (22 h 30) : Scène culturelle alternative.

Samedi 21 novembre

Réveil Hip Hop (08 heures) : Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) : Comme son nom ne l'indique pas…

Chronique syndicale (11 h 30) : *Dictionnaire biographique de mouvement ouvrier 1940-1968 : Tome V*, et *Dictionnaire des militants du Val-de-Marne*, avec Claude Pennetier.

Chroniques rebelles (13 h 30) : Nouvelles de Tunisie. Retour sur des élections mascarade… Avec Luiza Toscane.

« Orpheas antissa, les jardins d'Orphée » (21 heures) : Plateau d'artistes plasticiens, performeurs, autour de l'expo Manifeste « H1NArt » au Pavillon Carré de Baudoin.

Nuits off (23 heures) : Produite par le Bureau Général Provisoire aux Questions Rastaquouères et autres assimilés, autour des identités internationales, appellation d'origine incontrôlable…

Dimanche 22 novembre

Folk à lier (12 h 00) : Nous recevrons Catherine Ingrassia, auteur d'une thèse *L'histoire de la danse au Moyen-Âge* ; Christophe Deslignes & Xavier Terrasa, auteurs du livre *La danse médiévale volume I*

Tempête sur les planches (14 h 00) : La compagnie Jolie Môme joue « Faut pas payer » de Dario Fo à La Belle Etoile.

La Plume noire (15 h 30) : *Elisée Reclus, géographie et anarchie* de Philippe Pelletier, *L'impasse islamique, la religion contre la vie* de Hamid Zanaz et *Quand Marx, Engels, Lénine « flinguaient » les anarchistes* de Justhom.

Lundi 23 novembre

Lundi matin (11 heures) : Infos et revue de presse.

Ondes de choc (14 h 30) : Kerouac, Ginsberg, Pelieu, Burroughs…

Le vivre ensemble (18 heures) : L'émission recevra Jean-Luc, fondateur du site « unmondevégan », pour parler du végétalisme et du végétarisme…

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) : Section ANPE du syndicat Santé-Social.

De la pente du carmel, la vue est magnifique 22 h 30 : On s'en branle ! Les OSB de la semaine.

Mardi 24 novembre

Le Parisien libertaire (08 heures) : Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Les amis d'Orwell (16 heures) : Rediffusion de l'intervention d'Anastassia Tsoukala, juriste et criminologue, à l'université populaire de Saint-Denis ce jeudi 19 novembre.

Idéaux et débats (18 heures) : Nous recevrons, en direct, Serge Lehman, pour *Retour sur l'horizon*. Sera aussi présente avec nous, Catherine Dufour auteure d'un des récits de l'anthologie.

Paroles d'associations (19 h 30)

Mercredi 25 novembre

Court-circuit (09 h 30) : Dialogue avec le cinéaste Lucas Belvaux, à l'occasion de la sortie de son nouveau film *Rapt*.

Blues en liberté (10 h 30) Nouveautés, rééditions.

Femmes libres (18 h 30) : Avec Marie Moinard, éditrice, et Jeanne Puchol, dessinatrice, pour l'album BD *En chemin elle rencontre*.

Ras les murs (20 h 30) : Actualités des luttes des prisonniers.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 19 et vendredi 20 novembre

Paris VIIe

L'université Paris VII organise un colloque consacré à Pierre Clastres (1934-1977). Cet anthropologue et ethnologue a étudié les conceptions du pouvoir et de l'État dans les sociétés dites primitives, en particulier les Indiens Guayaki. Dans *La société contre l'État* (1974), il a montré comment ces sociétés avaient des modes d'organisation qui empêchaient la constitution d'États.
Unesco, salle II, 125, avenue de Suffren, Renseignements et inscriptions : philosophy&human-sciences@unesco.org

Du jeudi 3 au samedi 5 décembre

Saintes (17)

Dans le cadre du Salon du Livre de Saintes, rencontres à la médiathèque avec notre compagnon Jean-Pierre Levaray: Le jeudi 3 décembre, débat autour du film *J'ai (très) mal à mon travail.*
Le samedi 5 décembre à 14 heures, débat avec Gérard Filoche.

Jeudi 19 novembre

Sarlat (24)

Le Drapeau Noir Périgord vous invite à venir le rencontrer lors de son premier Café Libertaire, au Lébérou, rue J.-J. Rousseau, à partir de 20 h 30.

Vendredi 20 novembre

Paris Ve

20 h 30. Dans le cadre de Sciences en bobines, débat après le film *Putain d'usine* sur la santé au travail, avec notre compagnon Jean-Pierre Levaray. Cinéma La Clef.

Samedi 21 novembre

Marseille (13)

15 h 30. À l'initiative de groupes de soutien aux militants d'Action Directe emprisonnés, réunion à l'Equitable Café, 15, cours Julien.

Rennes (35)

Dans le cadre de la Quinzaine de l'Amérique latine, organisée par le groupe libertaire La Digne Rage. Projection de films et débat sur les réalisations politiques, sociales et économiques des communautés zapatistes. À 20 heures au bar Le Synthi, 2, rue de Châteaudun.

Toulouse (31)

Dans le sillage des actions de l'ARPPI contre les longues peines et les mitards, pour la libération des malades, des handicapés..., une déambulation est organisée en ville par L'Échappée. Rendez-vous devant la prison Saint-Michel à 14 heures Un rassemblement-concert est également annoncé devant la prison de Muret, à 17 h 30. Faîtes du bruit ! Infos : arppi. info

Le Havre (76)

20 h 30. A l'initiative du groupe Zéro de Conduite, concert-lecture de solidarité avec Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani avec les Porcs Autonomes aux Lucioles, 31, rue Casimir-Delavigne. Entrée libre.

Paris XVIIIe

16 heures. Venez débattre autour du thème : « Être athée aujourd'hui au sein de l'univers musulman » en présence de Jean-Manuel Traimond (coordinateur d'un ouvrage en préparation sur ce thème).
À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche et Abbesses).

Saint-Jean-du-Gard (30)

Rencontre autour de Grisélidis Réal, écrivain, prostituée, révolutionnaire. Discussion avec Yves Pagès, éditeur des livres de Grisélidis Réal. Rencontre suivie d'un somptueux repas. 18 heures à la Bibliothèque-infokiosque du 152 grand'rue. Entrée libre. Infos : bibliotheque152@riseup.net

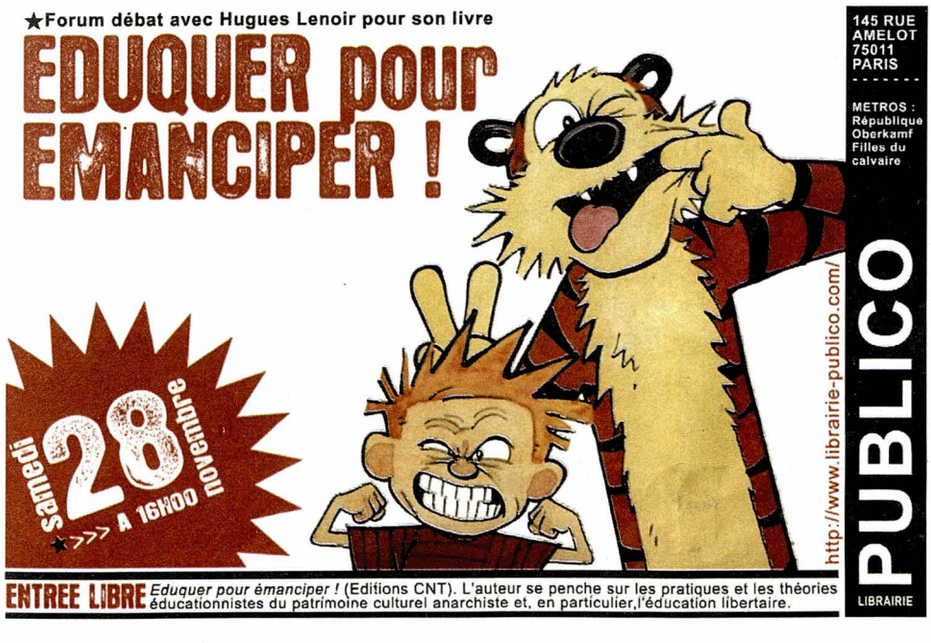
Mardi 24 novembre

Rennes (35)

Dans le cadre de la Quinzaine de l'Amérique latine, organisée par le groupe libertaire La Digne Rage. Projection du film *Romper el Cerco* qui analyse les événements qui se sont déroulés à San Salvador Atenco en mai 2006 et dénonce les graves violations des droits de l'homme commises par les forces de police de l'État de Mexico et fédérales contre la population civile. À 20 heures au bar Le Gazoline (en bas des Lices).

Metz (57)

20 heures : Soirée avec « les amis du *Monde libertaire* de la région de Metz » animée par le groupe de Metz. Lecture d'un article du *Monde libertaire* suivi d'une discussion sur l'autogestion. Caveau du café Jehanne d'Arc Place Jeanne d'Arc à Metz. Entrée libre.



Nouvel autocollant !

1,5 € pour 50 exemplaires, 3 € pour 100 exemplaires, etc ...

>>> à commander à PUBLICO, 145 rue Amelot, 75011 PARIS